

Energies renouvelables

NOUVEAU PROGRAMME ENTRE L'ALGÉRIE ET L'UE

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7707 - SAMEDI 7 OCTOBRE 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Attentat terroriste en Syrie

FERME CONDAMNATION D'ALGER

Page 3

MARCHÉ AUTOMOBILE

NOUVELLE DYNAMIQUE ANNONCÉE

La reprise se précise de plus en plus pour le marché de l'automobile resté en inertie durant quatre années. Une nouvelle dynamique est annoncée avec l'importation prévue de 40 000 véhicules de la marque Fiat et de 10 000 autres de la marque JAC avant 2024. En outre, des autorisations sont accordées à 24 concessionnaires pour importer plus de 180 000 unités entre automobiles, motocyclettes, camions et véhicules agricoles.

Page 4



TENUE DE «SHELTER-AFRIQUE» EN ALGÉRIE

Plaidoyer pour renforcer l'action africaine commune

Page 3

NOYADES, INCENDIES, ACCIDENTS DE LA ROUTE...

Les séries noires de l'été

Page 5

FIBDA 2023

LES «SUPERS HÉROS» DÉBARQUENT À ALGER

Page 11

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

FEUX DE FORÊTS

Les drones comme moyens de lutte

DANS le cadre du développement des moyens de la Direction générale des forêts (DGF) en matière de lutte anti-incendie, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a demandé l'affectation d'une enveloppe financière de 100 millions de dinars pour l'acquisition de drones.

C'est ce qu'a déclaré, jeudi à l'APN, le ministre du secteur, Mohamed Abdelhafid Henni. Il a précisé que cette enveloppe devra être affectée dans le cadre de la loi de finances 2024

. Il a également fait savoir qu'une autre demande d'affectation financière de 300 millions de DA pour développer le système de suivi des feux de forêt est demandée.

Pour lutter contre les feux de forêt, le ministère de l'Agriculture a ainsi affirmé que son département tend à utiliser «tous les mécanismes modernes», à travers l'Agence spatiale algérienne en recourant notamment à la numérisation et l'organisation de sessions de formation sur le terrain au profit de la société civile et de la population.

En outre, il a rappelé qu'en 2022 et 2023, la DGF a été renforcée par 340 nouveaux véhicules dotés de matériels d'intervention rapide anti-incendie, ainsi que 40 camions-citernes pour une enveloppe financière de 7 milliards de DA.

Il a aussi rappelé que l'administration des forêts comptait plus de 10.300 agents, près de 3.200 travailleurs saisonniers, et 20 établissements publics sous tutelle.

Le ministre a en outre insisté sur le fait que l'Etat avait pris toutes les mesures pour lutter contre les feux de forêt, d'où «cette amélioration enregistrée d'année en année».

A maintes reprises, lors de ses sorties médiatiques, Henni a souligné la nécessité du maintien d'un niveau de vigilance permanent durant toute la période de grandes chaleurs afin de préserver le patrimoine forestier.

Durant l'été dernier, les pouvoirs publics avaient mis en place 37 opérations de lutte ayant coûté plus de 12 mds DA

Sihem B.

COOPÉRATION DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Nouveau programme entre l'Algérie et l'UE

Nouvelle étape dans la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne (UE). Les deux parties ont convenu d'un nouveau programme de coopération de 15 millions d'euros pour soutenir le développement des énergies renouvelables. Il intervient après la clôture, le mois de mai dernier, du programme d'appui des ENR et de l'efficacité énergétique en Algérie, lequel a enregistré des résultats satisfaisants.

«L'Algérie et l'Union européenne ont convenu, lors de la réunion du Dialogue politique de Haut niveau dans le domaine de l'énergie, d'un nouveau programme de coopération pour soutenir le développement des énergies renouvelables d'une valeur de 15 millions d'euros». C'est ce qu'a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines, citant le communiqué commun de la réunion.

Ce programme de coopération, s'appuyant sur les résultats «très positifs du projet Taka Nadifa (énergie propre)», a été annoncé à l'issue de la 5e réunion qui s'est tenue jeudi à Bruxelles, sous la coprésidence de la Commissaire à l'énergie de la Commission de l'Union européenne, Kadri Simson, et le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab. Le programme est basé sur les priorités identifiées à travers le dialogue entre l'Algérie et l'UE. Il vise à soutenir le développement de projets d'énergies renouvelables, l'intégration des renouvelables dans le système, y compris par le biais de nouvelles technologies, l'interconnexion électrique, le développement d'une économie verte de l'hydrogène, l'augmentation des énergies renouvelables dans la production et le transport d'énergie, ainsi que l'efficacité énergétique dans les bâtiments et les entreprises publiques, a-t-on souligné. Les deux parties ont convenu de progresser davantage sur les émissions de méthane et l'hydrogène en facilitant et en promouvant des projets industriels pilotes, ainsi que d'organiser des ateliers réunissant des parties prenantes publiques et privées européennes et algériennes.



La coprésidence de la Commissaire à l'énergie de l'Union européenne, Kadri Simson, et le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab.

INTÉRÊT POUR L'HYDROGÈNE RENOUVELABLE

Les perspectives de coopération dans le domaine de l'hydrogène renouvelable ont également été discutées lors de cette réunion qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Mémorandum d'entente (MoU) sur le partenariat stratégique entre l'Algérie et l'UE dans le domaine de l'énergie, signé à Alger en 2013, qui vise à développer et renforcer les relations énergétiques tout en respectant l'équilibre des intérêts entre les deux parties.

Dans cette perspective, les deux parties ont exprimé leur volonté d'explorer la possibilité d'établir un accord de coopération sur l'hydrogène afin d'identifier des actions concrètes et des projets dans ce domaine de partenariat. Les efforts de l'UE pour augmenter et accélérer le déploiement des énergies renouvelables ont été mis en avant, avec l'hydrogène comme domaine prioritaire pour stimuler la transition verte.

La stratégie nationale algérienne récemment adoptée pour le développement de l'hydrogène a également été soulignée. L'excellent potentiel pour un partenariat fructueux et mutuellement bénéfique sur l'hydrogène renouvelable a été souligné par la commissaire Simson et le ministre Arkab, exprimant leur engagement d'intensifier la coopération dans ce domaine.

L'ALGÉRIE, UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE ET FIABLE

Les deux parties ont, par ailleurs, fait le point sur l'état d'avancement de la coopération bilatérale, tout en réitérant la volonté commune d'œuvrer à son renforcement à travers de nouveaux échanges dans le cadre du groupe de travail sectoriel et des deux groupes d'experts sur le gaz naturel et l'électricité, les énergies nouvelles et renouvelables et l'efficacité énergétique, créés en 2015.

Mettant en avant les progrès réalisés dans la mise en œuvre du partenariat, l'importance de l'Algérie en tant que partenaire stratégique et fiable dans l'approvisionnement énergétique de l'UE en gaz naturel a été également soulignée. L'évolution de la demande européenne et de l'offre par l'Algérie a été également discutée.

Par ailleurs, les deux parties ont discuté de la coopération euro-algérienne pour réduire les émissions de méthane dans l'industrie pétrolière et gazière et ont décidé de travailler ensemble pour promouvoir la récupération et la commercialisation du méthane qui serait autrement dispersé dans l'atmosphère. Les deux parties ont aussi décidé d'étendre la coopération à l'exploration, la production et l'utilisation de matériaux rares, notamment comme intrants dans l'industrie des composants d'installation pour la production ou le stockage d'énergie renouvelable.

L'Algérie et l'UE ont convenu aussi d'accélérer les discussions sur la coopération dans le domaine de l'électricité, en particulier sur l'interconnexion entre les réseaux électriques européens et algériens et les échanges transfrontaliers.

Des discussions seront également engagées sur la possibilité de créer des partenariats industriels pour la fabrication d'équipements, en particulier pour le marché des énergies renouvelables.

Lilia Aït Akli

RÉVISION DES PROGRAMMES SCOLAIRES

Les assurances de Belabed

LE MINISTRE de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé que le Conseil national des programmes (CNP), installé en 2021, s'attelle à revoir les programmes scolaires suivant un calendrier «étudié» par le ministère.

Se voulant rassurant, lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Belabed a indiqué que l'objectif est de «mettre les programmes au diapason de l'étape nouvelle que connaît la société algérienne et des développements scientifiques et technologiques accélérés». Il a souligné que cette révision s'effectue conformément à loi d'orientation sur l'éducation nationale et la révision générale des programmes et du guide référentiel pour établir les programmes adoptés.

«Le ministère de l'Education nationale a œuvré pour concrétiser les engagements du président de la République dans ce domaine, à travers l'introduction de la langue anglaise dans le cycle primaire (3e année), la prise en charge de l'éducation physique et sportive au cycle primaire par des enseignants spécialisés, outre l'adoption de l'évaluation des acquis des élèves du cycle primaire, des tablettes électroniques pour alléger le poids du cartable, mais aussi la deuxième copie du manuel scolaire et de nouveaux horaires», a soutenu le ministre.

Répondant à une question sur la réhabilitation des matières de l'éducation islamique et d'histoire dans le cycle primaire et la restitution de la filière sciences islamiques au cycle secondaire, M. Belabed a fait savoir que «la réorganisation du secondaire, dans le cadre de la réforme globale du système éducatif, a pour objectif d'opérer une structuration à la page des grandes orientations mondiales».

Cette situation «ne nécessite pas l'introduction de la filière sciences islamiques dans ce cycle, mais plutôt la laisser comme spécialité à l'université pour les bacheliers désirant s'y inscrire».

Dans le même sillage, il a rappelé que la matière éducation islamique était «dispensée dans les cycles primaire et moyen, outre les sciences islamiques enseignées au cycle secondaire, toutes filières confondues», ajoutant que «l'histoire, l'éducation islamique et les sciences islamiques (cycle secondaire) sont des matières concernées par l'examen final des cycles moyen et secondaire».

Il convient de souligner que le ministre a noté, lors de la célébration de la Journée mondiale des enseignants, que plusieurs nouveautés ont été introduites en prévision de la rentrée scolaire.

Il s'agit, notamment, de l'intégration de programmes de prévention des accidents de la route, la mise en place d'un dispositif d'accompagnement pédagogique pour les élèves de la première année moyenne, ainsi que des changements dans les modalités d'orientation vers la filière mathématiques au lycée.

Il a également évoqué des initiatives positives, comme l'embauche d'enseignants d'éducation physique à l'école primaire, le recrutement d'accompagnateurs pour les élèves autistes et la numérisation croissante du secteur éducatif. Il a annoncé deux nouveaux projets : une bibliothèque numérique audio et un manuel numérique interactif d'anglais pour la troisième année primaire.

Lynda Louifi

TENUE DE «SHELTER-AFRIQUE» EN ALGÉRIE

Plaidoyer pour renforcer l'action africaine commune

L'Algérie œuvre à renforcer l'action commune entre les pays africains et accorde un intérêt particulier aux projets intégrés susceptibles de stimuler le développement en Afrique. C'est ce qu'a affirmé, avant-hier à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à l'occasion de la tenue de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Institution panafricaine de financement de l'immobilier «Shelter-Afrique».

Aïmene Benabderrahmane, qui a estimé que la tenue de «Shelter-Afrique» en Algérie constitue un autre jalon et une importante halte dans le processus de renforcement et de convergence des vues entre les pays africains, a mis en avant le rôle de l'Algérie dans plusieurs projets continentaux susceptibles de contribuer au développement africain, dont la route de l'unité africaine, la dorsale transsaharienne à fibre optique et la route Tindouf-Zouerate (Mauritanie), outre l'ouverture de lignes aériennes directes avec plusieurs capitales africaines et l'ouverture de banques algériennes dans des pays africains.

Après avoir réitéré l'attachement de l'Algérie à renforcer l'action commune entre tous les pays africains, le Premier ministre a appelé à la création d'un bureau régional de «Shelter-Afrique» basé en Algérie et dédié aux pays nord-africains et du Sahel. Il a appelé, en outre, les représentants des pays africains à échanger les expériences dans le domaine de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, et à tirer profit de l'expertise algérienne «connue pour sa compétence et qui est à la disposition de tous les pays africains».

Le chef de l'exécutif a exprimé, dans ce sens, la disposition de l'Algérie à exporter son expérience dans le secteur de l'habitat et à la mettre à la disposition des pays africains grâce aux compétences algériennes.



Aïmene Benabderrahmane à l'ouverture de «Shelter-Afrique».

«Le volume important de compétences et de qualifications nationales habilitent l'Algérie à exporter son expérience, à la mettre à la disposition des pays africains, et à les accompagner dans le cadre de divers programmes de développement avec la qualité requise», a-t-il dit. M. Benabderrahmane a précisé que ces qualifications sont le résultat d'une série de réformes initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune au cours des trois dernières années, soulignant que ces réformes «ont contribué efficacement à atteindre l'autosuffisance dans le domaine des matériaux de construction, et nous aspirons à intégrer les marchés africains».

Ceci a contribué, poursuit le Premier ministre, à la création d'un «climat propice» à l'investissement dans ce domaine. Il a cité, dans ce cadre, la production annuelle du ciment qui a atteint 38 millions tonnes, 6 millions tonnes pour le rond à béton, 40 millions tonnes de briques et de matériaux rouges, plus de 210 millions m2 de céramique et 6,4 millions m2 de marbre et de granit. Evoquant les efforts de l'Etat dans le domaine du logement, Aïmen Benabderrahmane a rappelé que l'accès au logement «est un droit consacré par la Constitution algérienne», ce qui s'est traduit sur le terrain à travers le plan quinquennal 2020-2024, qui comprend un million de logements toutes formules confondues.

Le soutien apporté à ce secteur de développement a permis de distribuer 1.074.931 unités de logement, toutes formules confondues, durant les années 2020-2021 et 2022-2023, permettant ainsi à 4 millions habitants l'accès à des logements «dignes et abordables», a-t-il ajouté. Et de souligner : «Toutes ces réalisations ont été construites avec des matériaux fabriqués en Algérie, des moyens de réalisation algériens et des études nationales.

Le secteur compte plus de 19.000 entreprises de réalisation classées et qualifiées, près de 9.000 promoteurs immobiliers agréés, 9.000 architectes agréés et 3.000 ingénieurs en génie civil qui supervisent, chacun dans sa spécialité, les projets et leur réalisation avec le respect des délai et de la qualité selon les normes et les standards internationaux», a-t-il indiqué.

La politique du Président Tebboune a permis également de réduire le déficit enregistré dans le secteur de l'habitat et d'éradiquer des logements précaires, a relevé le Premier ministre, notant que la concrétisation des ces programme avait permis de reloger 40.188 familles qui habitaient dans des habitations menaçant ruine ou dans les bidonvilles.

Des enveloppes financières «considérables» ont été dédiées à ce programme d'une valeur de plus de 140 milliards DA , selon M. Benabderrahmane.

Ces efforts ont permis de réaliser un développement dans le taux d'occupation d'habitat qui est passé de 5,6 % en 2000 à 4,4 % en 2011 pour atteindre 4,25 en 2023, a détaillé le Premier ministre ajoutant que l'Etat ambitionne de réduire ce taux à moins de 4% à l'horizon 2025.

Mohamed Mecelti

«Shelter Afrique» devient une banquede développement

LES PARTICIPANTS à l'Assemblée générale extraordinaire de l'institution panafricaine de financement de l'immobilier «Shelter Afrique» ont décidé de transformer cette institution en une banque de développement, a indiqué son directeur général Thierno Habib Hann, jeudi à Alger. S'exprimant dans une déclaration à la presse, en présence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, il a annoncé l'adoption de nouveaux statuts par les membres de Shelter Afrique, permettant de la transformer en une banque qui s'appelle « Banque de développement Shelter Afrique », a-t-il dit. Ce changement vise essentiellement à « créer un impact sur les populations, en rendant le logement plus accessible et en renforçant le développement urbain et les infrastructures sociales ».

S. N.

ATTAQUE TERRORISTE AU NIGER

L'Algérie appelle à la préservation de la stabilité

L'ALGÉRIE, attachée à la préservation de la paix et de la stabilité au Niger, a vivement condamné l'attaque terroriste perpétrée contre un détachement des forces de l'armée nigérienne à Tabatol (ouest du pays), ayant fait des dizaines de victimes. C'est ce qu'a indiqué, avant-hier, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué.

Dans la nuit de lundi à mardi, «plus d'une centaine de terroristes» avaient attaqué des forces de sécurité près de la frontière malienne, tuant 29 soldats. Ces terroristes ont bénéficié, selon les autorités nigériennes, d'un appui extérieur. C'est le bilan le plus meurtrier depuis la prise de pouvoir des militaires le 26 juillet dernier.

Dans ces circonstances, l'Algérie appelle l'ensemble de la communauté internationale à «renforcer la coopération et la coordination régionales et internationales pour lutter contre ce fléau qui entrave la réalisation de la paix et du développement dans la région du Sahel et dans le continent africain», selon le document du ministère.

«En ces pénibles circonstances, l'Algérie présente ses sincères condoléances aux familles des victimes, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés. Elle réitère, à cette occasion, sa pleine solidarité avec la République du Niger et le peuple nigérien et exprime son attachement à la préservation de la paix et la stabilité de ce pays frère et voisin», ajoute la même source, notant que vingt-neuf soldats ont été tués lors d'une attaque, la plus meurtrière depuis la prise de pouvoir des militaires fin juillet dans ce pays, selon le ministère nigérien de la Défense.

Un détachement des forces de sécurité a fait l'objet d'une attaque au nord-ouest de Tabatol, combinant l'utilisation d'engins explosifs improvisés et de véhicules kamikazes par plus d'une centaine de terroristes», selon un communiqué lu à la télévision nationale nigérienne, ajoutant que «plusieurs dizaines de terroristes» ont été tués. L'attaque a eu lieu près de la frontière du Mali, lors d'opérations visant à «neutraliser la menace que constitue le groupe terroriste, l'État islamique au grand Sahara (EIGS), fortement implanté dans la zone», selon la même source.

«Des communications des terroristes, contraints au repli, ont été interceptées et ont permis d'établir que ces criminels avaient bénéficié d'une expertise extérieure», dénonce le même communiqué, sans davantage de précisions. Il s'agit du plus lourd bilan depuis l'arrivée au pouvoir des militaires, qui avaient justifié leur coup d'État du 26 juillet notamment par la dégradation de la situation sécuritaire.

La zone dite des «trois frontières» entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali, qui devient un repaire pour les terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'EIGS, est un réel casse-tête pour les autorités des trois pays dans leurs armées manquent de moyens.

Mohamed M.

ATTENTAT TERRORISTE EN SYRIE

Ferme condamnation d'Alger

L'ALGÉRIE a condamné fermement l'attaque terroriste ayant ciblé une cérémonie de sortie de promotion d'élèves officiers de l'Académie militaire de Homs, en Syrie, ayant fait des dizaines de morts parmi les civils et les élèves officiers. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «L'Algérie condamne avec fermeté l'attaque terroriste qui a ciblé, jeudi, la cérémonie de sortie de promotion d'élèves officiers de l'Académie militaire de Homs, en République arabe syrienne, ayant fait des dizaines de morts et de blessés parmi les civils et les élèves officiers», précise le communiqué. «En ces douloureuses circonstances, l'Algérie présente ses condoléances et son soutien aux familles des victimes et aux blessés, et réaffirme son entière solidarité au gouvernement syrien, se disant convaincue que le peuple syrien frère, fortement résilient de par les douloureuses épreuves qu'il a traversées, sera en mesure, grâce à son unité, de relever les défis importants imposés par le fléau du terrorisme», conclut le communiqué.

S. N.

50 000 VÉHICULES IMPORTÉS D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE

Nouvelle dynamique dans le marché

La reprise se précise de plus en plus pour le marché de l'automobile resté en inertie durant quatre années. Une nouvelle dynamique est même annoncée pour cette fin d'année. 40 000 véhicules de la marque Fiat seront importés d'ici la fin de l'année en cours, en sus de l'importation de 10 000 autres de la marque JAC avant 2024. C'est ce qu'a affirmé le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, lequel a fait savoir que le montant total consacré à l'importation de véhicules atteindra 2,6 milliards de dollars.



Le bout du tunnel se rapproche.

Le ministre a précisé, lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, que l'importation des 40 000 véhicules de la marque Fiat, s'ajouteront aux 35 000 qu'elle a déjà importés, en sus de l'importation de 10 000 véhicules de la marque JAC. Cela avant l'année 2024, selon les précisions du ministre, lequel est aussi revenu sur l'activité de concessionnaires. 27 sociétés ont obtenu l'agrément pour l'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules neufs, selon le ministre qui a ajouté que 24 se sont vues remettre «une autorisation de régulation d'importation», sans préciser lesquels.

«Ces 24 concessionnaires qui ont obtenu une autorisation de régulation procéderont à l'importation de 180 223 unités de véhicules, de motocyclettes, de camions et de véhicules agricoles», a-t-il poursuivi, signalant l'enveloppe financière consacrée à l'importation des véhicules. «En décembre prochain, le montant total consacré à l'importation de véhicules atteindra 2,6 milliards de dollars, dont 40% ont été consommés jusqu'à ce jour», a souligné M. Aoun, lequel a expliqué le motif du recours à l'importation des véhicules.

«L'octroi des agréments pour l'exercice de l'activité de concessionnaires de véhicules neufs intervient pour désaturer le marché automobile, en attendant la concrétisation des projets ayant obtenu l'agrément pour la fabrication de tous types de véhicules», a-t-il expliqué, soulignant la nécessité d'œuvrer à atténuer la pression sur le marché automobile en gérant judicieusement les fonds disponibles.

L'objectif que s'est fixé l'Algérie d'asseoir une industrie automobile locale a été réitéré par le ministre de l'Industrie. Il a affirmé que son département «œuvre à asseoir les bases d'une véritable industrie automobile en Algérie, et à développer cette filière à travers des projets industriels concrets». S'agissant du projet de l'usine Fiat à Oran, M. Aoun a affirmé qu'il enregistre un progrès important et que le premier véhicule devrait sortir de l'usine en décembre 2023.

Avec l'entrée en production, localement, des véhicules de diverses marques en 2024, et le démarrage de l'activité des concessionnaires automobiles, le marché connaîtra une augmentation en termes d'offre, ce qui contribuera à alléger la pression actuelle, caractérisée par la baisse de l'offre et l'augmentation de la demande qui a poussé à une augmentation sans précédent des prix des voitures.

Lilia Aït Akli

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2023

Des mesures pour réduire l'inflation

EN RÉPONSE à la préoccupation principale évoquée par les députés, lors du débat du projet de la loi de finances rectificative 2023, relative à la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, le ministre des Finances a affirmé que les mesures prises par les autorités publiques contribueront à réduire le taux d'inflation, précisant que la moyenne de l'augmentation des prix a atteint 9,7 %, le mois de juillet dernier. Selon Laaziz Faid, les mesures prises par les autorités publiques, notamment en assurant l'abondance des matières premières et la régulation et la subvention des prix, contribueront à réduire le taux d'inflation en baisse continue depuis plusieurs mois. Le ministre a affirmé en réponse aux questions des députés concernant le projet de loi de finances rectificative 2023, que la moyenne de l'augmentation des prix a atteint 9,7% en juillet, soulignant que depuis mai dernier, l'indice des prix à la consommation a connu une baisse mensuelle successive.

S'agissant des prévisions du taux d'inflation pour l'année 2023, M. Faid a précisé que la composition du panier du consommateur algérien, constitué de plusieurs produits et services subventionnés, a été prise en compte, ainsi que les effets attendus des mesures prévues par le gouvernement, notamment celles liées à l'augmentation de la capacité d'approvisionnement en produits alimentaires et agricoles, au contrôle et au subvention des prix des produits de consommation de base à travers une révision à la baisse du taux des droits douaniers.

Il a cité la réduction des droits douaniers de 30% à 5% sur l'importation des viandes bovines et ovines fraîches, réfrigérées et emballées sous vide, ainsi que le bétail vivant importé, outre la surveillance des prix et la lutte contre la spéculation sur les prix des matières premières, ce qui devrait réduire l'inflation au cours des mois restants de l'année en cours. Pour ce qui est de la rétroactivité de cette disposition, critiquée par nombres de députés qui ont appelé à sa révision, il a expliqué que «cette mesure garantira la disponibilité de ces produits dans les marchés locaux à des prix étudiés et raisonnables, notamment durant le mois sacré de Ramadan afin de préserver le pouvoir d'achat du consommateur».

Le ministre a, en outre, évoqué les efforts des pouvoirs publics visant à rationaliser les importations qui a permis de réduire celles-ci de près de 60 milliards de dollars en 2014 à moins de 39 milliards de dollars en 2022. Interrogé sur le gel de certains projets dans certaines wilayas ainsi que l'absence d'agences bancaires dans les wilayas nouvellement créées, le ministre a rassuré, soulignant la levée de gel sur nombres de projets, soit 782 opérations réparties sur le territoire national avec des autorisations d'engagement d'une valeur de 1 172 milliards DA, ainsi que l'ouverture prochaine des agences bancaires dans les wilayas dépourvues de ces structures financières, affirmant que «les préparatifs sont en cours en vue d'ouvrir ces agences bancaires». M. Faid est par ailleurs revenu sur d'autres dossiers, à l'instar du recrutement des enseignants titulaires de diplômes de Magistère et Doctorat ainsi que la modernisation des services fiscaux. Sur le premier dossier, il a fait savoir que son département a pris en charge cette opération en ouvrant 4 800 postes budgétaires supplémentaires au titre de l'année 2023, outre les 3 156 postes budgétaires vacants dont dispose le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, soit près de 8 000 postes.

Pour ce qui est de la modernisation des services fiscaux, le ministre des Finances a affirmé que l'administration fiscale s'attelait à la mise en œuvre de l'engagement du Président de la République relatif à la numérisation des services fiscaux, précisant que le nombre des services fiscaux dotés de ce système a atteint au total 62 dont 41 centres d'impôts et 20 centres d'impôts de proximité en sus de la Direction des grandes entreprises (DGE).

L. A. A.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Nouvelle offre Internet destinée aux start-up

ALGÉRIE TÉLÉCOM vient de lancer une offre spéciale destinée aux start-up, visant à soutenir leur activité professionnelle en leur fournissant une connectivité «hautement performante» à des «prix imbattables».

Dans un communiqué rendu public, Algérie Télécom précise que cette offre propose une gamme de vitesses exceptionnelles allant de 15 Méga à 300 Méga, permettant ainsi aux start-up de bénéficier d'une connexion rapide et fiable, à des prix exceptionnels allant de 1250 DA à 2250 DA seulement.

Ainsi, les clients Idoom Fibre qui s'abonnent pour une durée minimale de 3 mois bénéficieront d'une installation et d'un modem offerts.

De leur côté, les clients Idoom ADSL profiteront d'une installation entièrement offerte pour toute souscription de 3 mois ou plus.

Les start-up qui optent pour un débit de 20 Mbps ou plus bénéficieront également de tarifs préférentiels sur différents produits et solutions disponibles dans les agences commerciales, tels que les équipements DLink et Tenda, ainsi que nos services «Shirudo», une formation en ligne sur la cybersécurité, et «Fatoura», un logiciel de gestion de facturation dédié aux entreprises, entre autres.

A travers ces nouvelles offres, Algérie Télécom affirme qu'elle s'engage à contribuer au développement florissant des start-up et favorise le développement du très haut débit en Algérie et confirme encore une fois sa volonté de répondre de manière optimale aux attentes de ses clients professionnel.

L. L.

NOYADES, INCENDIES, ACCIDENTS DE LA ROUTE, LUTTE ANTIDROGUE...

Les séries noires de l'été

Noyades, lutte contre les incendies de forêt, sécurité routière, lutte contre la drogue et autres formes de criminalité, la saison estivale a été marquée par une série de tragédies et de défis pour les forces de l'ordre et les pompiers.

Lors d'une conférence de presse conjointe entre la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le Commandement de la Gendarmerie nationale et la Direction générale de la Protection civile (DGPC), un bilan complet a été présenté pour faire le point sur ces événements qui ont chamboulé l'été.

Le nombre de noyés enregistré depuis le début de la saison estivale est particulièrement préoccupant, avec un record de 214 décès, dépassant de loin le bilan de l'année précédente qui avait enregistré 160 morts en moins de trois mois, et ce malgré les efforts déployés par les services de la Protection civile pour sensibiliser le public aux règles de sécurité en mer et sur les plages. Les chiffres montrent que la majorité de ces tragédies se sont produites sur des plages interdites à la baignade ou en dehors des heures de surveillance.

Selon les données fournies par la Direction générale de la Protection civile (DGPC), 111 décès par noyade ont été enregistrés sur des plages interdites à la baignade tandis que 103 autres ont eu lieu sur des plages surveillées, dont 38 en dehors des heures de surveillance. Le mois de juillet a été particulièrement meurtrier, avec 104 morts enregistrés. En parallèle, la DGPC a fait état de 48 915 personnes sauvées et 19 876 autres secourues et soignées sur place.

De son côté, le commandement de la Gendarmerie nationale a pris en charge la surveillance de 334 plages autorisées, ce qui représente 76 % de l'ensemble des plages. Pour ce faire, ils ont mobilisé un dispositif comprenant 12 880 gendarmes, 3 346 véhicules, 952 motocycles, 63 équipes cynotechniques et 7 hélicoptères pour garantir la protection des estivants.



Un été tragique.

Dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illicite, les services de la GN ont enregistré 750 affaires pour les sites de camping, 510 affaires pour les plages, 177 pour les parkings sans autorisation, tandis que 211 personnes ont été arrêtées dont 17 placées en mandat de dépôt, avec saisie de 5 555 parasols, 5 303 tables, 11 428 chaises et 1 578 tentes.

En coordination avec les unités de la Sûreté nationale, il a été procédé à 362 descentes concernant l'exploitation illicite, lors desquelles les agents ont enregistré trois affaires relatives à l'exploitation illégale des plages et onze affaires relatives aux parkings, outre l'identification de 39 030 personnes en infraction, dont 121 arrêtées et 55 placées en détention.

230 FEUX DE FORÊT ENREGISTRÉS CET ÉTÉ

Les incendies n'ont pas épargné cette année les forêts. Au total, 230 incendies ont été maîtrisés dans pas moins de 50 wilayas. Les autorités ont procédé à l'arrestation de 61 personnes suspectées d'être impliquées dans ces crimes, lesquelles ont été traduites devant la justice, alors que 24 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt, tandis que 18 autres ont été soumises à des mesures de contrôle judiciaire. Par ailleurs, 18 personnes ont été libérées provisoirement alors que cinq individus ont été internés dans des établissements psychiatriques.

En ce qui concerne le bilan des perquisitions des repaires, un total de 1 223 opérations de perquisition ont été menées. Ces actions ont permis d'identifier 63 713 personnes et de repérer 24 468 véhicules. Au cours de ces opérations, 326 personnes ont été appréhendées, dont 95 ont été placées en détention.

Dans le cadre de la lutte contre la drogue, cette saison a connu la saisie de 5 782 tonnes de kif traité, 7,615 kg de cocaïne, 2 861 369 comprimés psychotropes et 384 408 unités de boissons alcoolisées.

Les frontières ont également été soumises à un contrôle rigoureux pour garantir la sécurité nationale. La Police aux frontières (PAF) a enregistré le passage de 6 500 862 voyageurs, parmi lesquels figuraient 5 128 023 ressortissants algériens et 1 372 839 étrangers. De plus, les autorités ont traité 19 817 vols de différentes compagnies d'aviation et géré 1 929 liaisons maritimes.

Dans le même contexte, il a été procédé au traitement de 5 574 affaires relatives à la lutte contre la criminalité à travers les frontières, impliquant 5 537 individus, dont 2 556 individus présentés devant le parquet, tandis que 1 252 individus ont été transférés aux services de sécurité compétents.

En ce qui concerne la sécurité routière, la saison estivale a été marquée par un bilan jugé préoccupant. Les brigades de la sécurité routière ont enregistré un total de 4 267 accidents de circulation, causant 186 décès et entraînant des blessures à 5 272 personnes. Parallèlement, les forces de l'ordre ont constaté 18 737 infractions routières et 6 962 infractions de coordination. De plus, 5 545 véhicules ont été mis en fourrière, tandis que 27 952 véhicules ont été soumis à une interdiction de circuler. Les amendes forfaitaires et constats ont atteint le nombre impressionnant de 339 429, et 3 422 infractions de vitesse ont été relevées par le radar.

Par ailleurs, en ce qui concerne la lutte contre la criminalité et la délinquance, les services de la police judiciaire ont traité pas moins de 93 177 affaires, impliquant un total de 86 628 individus.

Meriem Djouder

TIPASA

9 000 estivants sauvés de la noyade

LA SAISON estivale de l'année 2023, qui a débuté le 1er juin, vient de prendre fin sur les 49 plages autorisées à la baignade au niveau du littoral de la wilaya de Tipasa. C'est ainsi que tous les maîtres-nageurs de la Protection civile et ceux recrutés pour la saison estivale ont plié bagages depuis le 30 septembre.

Bien que les plages semblent de plus en plus désertées par les estivants, surtout après la chute des températures, souvent accompagnées par des vents quasi quotidiens qui soulèvent une succession de vagues, dissuadant ainsi les nageurs les plus téméraires à accomplir quelques brasses, les maîtres-nageurs sont restés fidèles au poste à longueur de journée jusqu'à la dernière journée du mois de septembre. *Le Jeune Indépendant* s'est déplacé au niveau de la grande plage Colonel Abbès, à Douaouda marine, située sur le versant gauche de la wilaya en allant vers Zéralda. Ici, l'automne a déjà planté son décor et les amoureux de la grande bleue présents sont rares. La plupart s'adonnent à leur passion dévorante, à savoir la pêche à la ligne, tandis que des familles partagent un repas ou encore une discussion autour des tables disposées à quelques centimètres des vagues. «On est restés sur place jusqu'au dernier soir du mois de septembre», a déclaré l'un des surveillants de baignade rencontré sur place.

Par ailleurs, l'impressionnant dispositif mis au niveau des 49 plages et qui comptait 65 agents professionnels chefs de poste, 420 saisonniers, 3 inspecteurs, 11 contrôleurs de plage, 4 médecins, 34 plongeurs professionnels et 910 saisonniers recrutés, a permis d'avoir un bilan satisfaisant à la fin de l'été. La Protection civile a recensé 1 376 interventions sur les plages autorisées à la baignade. «8 962 baigneurs ont été sauvés de la noyade et 4 096 estivants ont été victimes notamment de blessures, de malaises ou d'insolation. Parmi eux, 3 613 ont été secourus et soignés sur place, tandis que 483 autres ont été évacués vers des structures de santé», a expliqué en détails l'un des officiers. Il a ajouté : «Nous déplorons 18 décès sur la côte de Tipasa, dont 13 dans des zones rocheuses et 5 sur des plages non autorisées à la baignade.»

T. Bouhamidi



APW DE MÉDÉA

Examen des dossiers de la rentrée sociale et à l'investissement

LA 3e SESSION ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), dont les travaux ont débuté mercredi, a retenu dans son ordre du jour l'examen des dossiers relatifs à la rentrée sociale, au budget primitif 2024, au transfert de crédits de paiement, à la situation de l'investissement et à diverses d'autres questions. Après l'allocution d'ouverture du P/APW, Mustapha Tani, qui a mis l'accent sur les efforts déployés par l'exécutif pour hisser la wilaya dans le peloton des wilayas ayant connu un bond qualitatif en matière de développement et la satisfaction des besoins des populations, notamment celles des zones d'ombre. Dans son intervention, le wali, Djahid Mous, a donné lecture des réalisations enregistrées dans le cadre des différents programmes de développement alloués à la wilaya, notamment en ce qui concerne les secteurs éducatifs, universitaire et de la formation et de l'enseignement professionnels. Détaillant la liste des nouvelles infrastructures livrées, le wali précisera que la répartition des projets a suivi une démarche assisse sur les principes de la démocratie participative associant aussi bien les secteurs concernés que les élus et les représentants des citoyens. Concernant la rentrée sociale, le chef de l'exécutif fera état de la réception de 16 nouveaux groupes scolaires, 5 CEM, 3 lycées, 30 classes en extension, 3 demi-pensions, la transformation de locaux professionnels en classes pour réduire la surcharge que connaissent certains établissements scolaires. «La wilaya a consacré plus de 200 milliards de cts au transport scolaire dont plus de la moitié aux cantines scolaires», a-t-il dit, rappelant au passage que les APC ont la latitude de recourir à la location de bus pour les besoins du transport scolaire. Ce n'est donc plus un problème pour la tutelle qui a tenu plus d'une dizaine de réunions pour son règlement et qui reste disposée à venir en aide aux communes qui éprouvent encore des difficultés à prendre en charge le problème de transport. Evoquant le secteur de la formation et l'enseignement professionnels, le 1er responsable de la wilaya valorisera l'important effort mis dans la densification du réseau d'établissements dont il dispose, d'une consistance de 17 CFP, 4 INSFP et un IFP régional d'une capacité d'accueil de plus de 8.000 places pédagogiques. Alors que le secteur de l'enseignement universitaire a accueilli plus de 4.000 nouveaux inscrits, celui-ci a accueille cette année un effectif total de plus de 21.000 étudiants répartis à travers 6 facultés. L'encouragement de l'investissement qui est source de création de richesse s'est traduit par la levée des obstacles pour 31 projets dont 22 sont entrés en exploitation créant quelque 1100 nouveaux emplois, alors qu'en parallèle 190 ha de foncier industriel ont été récupérés dans l'attente de l'achèvement de la procédure d'assainissement qui permettra de disposer d'une assiette foncière plus de 1000 ha.

Nabil Bey

FACE À L'INSTABILITÉ DE LA RÉGION SAHÉLIENNE

La médiation de l'Algérie pour la résolution des tensions au Niger : six propositions

Professeur des universités, expert international docteur d Etat -1974- en management stratégique Abderrahmane MEBTOUL

La situation actuelle au Niger non maîtrisée pourrait conduire à une déstabilisation à la fois régionale mais également mondiale, devant éviter les expériences de l'Irak et de la Libye. L'Afrique connaît une instabilité politique avec des conflits qui nuisent à son développement avec des interférences étrangères, ne devant pas oublier le drame humain au Soudan. Soucieux de sa sécurité et de la sécurité régionale, selon un communiqué en date 02 octobre 2023 « le gouvernement algérien a reçu par le canal du ministère nigérien des Affaires étrangères une acceptation de la médiation de l'Algérie », proposition qui au départ était articulé autour de six axes avec un plan de transition de six mois Entre 2012 et 2023 plusieurs de mes contributions ont abordé les tensions en Afrique at particulièrement l'instabilité de la région sahélienne

Références du Pr Abderrahmane .Mebtoul sur les enjeux géostratégiques au Maghreb et en Afrique onze (11) interventions au niveau national et international (www.google.com 2012/2023): la première à l'invitation des fondations – Bill Gates- Rockefeller New York USA en novembre. 2012 sur Usa/Maghreb-Afrique, la seconde à Malte à l'invitation de la commission européenne avril 2014 sur les enjeux géostratégiques en Méditerranée, la troisième en mars 2015 au sénat français à l'invitation de Jean Pierre Chevènement sur les relations Maghreb Europe, la quatrième de l'association internationale africaine ARGA en mai 2015 sur les enjeux du développement de l'Afrique , la cinquième à l'invitation de l'Institut militaire de documentation et de prospective Ministère de la défense nationale – IMDEP en octobre 2019 sur les enjeux au Sahel et le trafic aux frontières , la sixième à l'invitation de l'Ecole Supérieur de Guerre, l'Algérie , la rente de hydrocarbures et les enjeux géostratégiques juin 2019, idem au siège de l'ambassade US devant les attachés politiques des ambassades, la septième au siège de l'ambassade de l'Union européenne à Alger en 2021 où étaient présents la majorité des ambassades étrangers accrédités à Alger sur les enjeux énergétiques mondiaux .la huitième à l'invitation ministère de la défense nationale –état-major de la Gendarmerie nationale 23/24 février 2022 sur le thème , évasion fiscale, trafics aux frontières, fuite des capitaux et corruption ; la neuvième est une intervention parue dans la revue de la direction générales de la sureté nationale DGSN, le réchauffement climatique et la sécurité de l'Afrique, paru dans le numéro de Chorta de juillet 2023 ; la dixième contribution parue dans la revue internationale « le Pont des Idées »Paris France-LCP le 30 aout 2023,où le Pr A.Mebtoul est membre du conseil scientifique avec d'importantes personnalités internationales les répercussion régionales du cout d'Etat au Niger ; la onzième contribution revue mensuelle Politis EL Moudjahid 24 septembre 2023 , le G7,les Brics ,le groupe de Shanghai et le nouvel ordre mondial

1- Le poids économique de la CEDEAO et la situation du Niger

Le Niger s'étend sur 1.267.000 km2, ayant une position géographique stratégique partageant ses frontières avec sept pays à savoir : l'Algérie 956 km ,; le Bénin 266 km; le Burkina Faso 628 km de frontière ; la Libye 354 km de frontières ; le Nigeria 1497 km de frontière ; le Tchad une frontière de 1175 km et le Mali, frontière de 821 km. Quant à la CEDEAO, elle est composée de 15 membres à savoir : le Bénin ; le Burkina Faso ; la Côte d'Ivoire, la Gambie ; le Quinée ; la Guinée Bissau ; le Liberia ; le Mali ; la Mauritanie ; le Niger ; le Nigeria ; le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. En 2021, deux États membres ont été suspendus de la communauté à la suite de coups d'État, le Mali en mai, à la suite d'un deuxième coup d'État en neuf mois, et la Guinée en septembre. Récemment ont été suspendus le Niger et le Gabon après le coup d'Etat ainsi de l'organisation de l'Union africaine. La Mauritanie qui s'est retirée de la CEDEAO depuis 2000 a plutôt choisi de rester en retrait, cependant, se dit « prêt à étudier toute demande de participation. Cette instabilité en Afrique est à replacer dans le contexte géostratégique turbulent de la région et les rivalités entre grandes puissances USA, Chine, Russie, Europe et certains pays émergents. Dans une note du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, il est mis en relief que l'arc sahélien, sans compter le reste du continent, est riche en ressources, sel, or, pétrole, gaz, fer, phosphate, cuivre, étain et uranium autant de richesses nourrissant les convoitises de puissances. Selon le FMI en janvier 2021, le produit intérieur brut global des États membres avec d'importantes disparités par pays s'élève à 686 milliards de dollars américains, le PIB PPA global des États membres s'élevant à 564,86 milliards de dollars ce qui en fait la 25e puissance économique mondiale. .Pour quelques pays nous avons le indicateurs suivants en 2022: le Niger a un PIB de 14 milliards de dollars , un PIB par tête d'habitant de 545 dollars pour une population de 25 millions d'habitants ; le Bénin a un PIB de 17 milliards de dollars , un PIB par tête d'habitant de 1256 pour une population de 13 millions ; le Burkina Faso a un PIB de 19 milliards de dollars, un PIB par tête d'habitant de 732 dollars pour une population de 22 millions ; -le Nigeria a un PIB de 447 milliards de dollars, un PIB par tête d'habitants de 2450 dollars pour une population de 224 millions d'habitants ;-le Mali, un PIB de 17,8 milliards de dollars, un PIB par tête d'habitant de 816 dollars , la Mauritanie qui a un PIB de 9,96 milliards de dollars pour une population de 4,,60 millions d'habitants et un PIB par tête d'habitant de 2165 dollars. la Cote d'Ivoire, une population de 27 millions , un PIB de 67 milliards de dollars et un PIB par tête d'habitant de 2420 dollars , la Gambie, une population de 2,6 millions , un PIB de 2,15 milliards de dollars , un PIB par tête d'habitant de 818 dollars , , la Guinée 13,5 millions pour un PIB de 20,15 milliards dollars, un PIB par tête d'habitant de 1490 dollars, la Guinée –Bissau une population de 2,06 millions, un PIB de 1,55 milliards de dollars et un PBI par tête d'habitant de 753 dollars ; la Sierra Leone une population de 8,14 millions, un PIB de 3,77 milliards de dollars , un PIB par tête d'habitant de 463 dollars, le Sénégal, une population de 17 millions, un PIB de 26,3 milliards de dollars , un PIB par tête d'habitant de 833 dollars ; le Liberia ,une population de 5,19 millions , un PIB de 3,8 milliards de dollars , un PIB par tête d'habitant de 732 dollars, ; le Togo une population de 8,6 millions , un PIB de 7,7 milliards de dollars, un PIB par tête d'habitant de 893 dollars, le Ghana une population de de 31 millions, un PIB de 71 milliards de dollars, un PIB par tête d'habitant de 2259 dollars.. Suite au coup d'Etat au Niger, le sommet de la Cédéao (y compris la majorité des pays occidentaux) a gelé toute coopération économique ce qui a induit un processus inflationniste, le risque d'une misère croissante avec le risque d'importants flux migratoires. Selon la Sous-Secrétaire général adjointe de l'ONU aux affaires humanitaires, 2,9 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire en 2020, une augmentation de 26% par rapport à 2019., la situation sociale restant précaire avec un taux de pauvreté extrême d'environ 42 % en 2021, soit plus de 10 millions d'habitants. Entre 1991 et 2021, le budget de la dette du Niger a varié entre 478,0 millions et 5,5 milliards de dollars et en 2021, dernière année évaluée, le montant a été de 5,46 milliards de dollars le plus élevé des 30 dernières années et rapporté au nombre d'habitants, cela correspond au Niger à un endettement de 216 dollars par personne.

2.- LES SIX PROPOSITIONS DE L'ALGÉRIE

La situation étant complexe et à enjeux géostratégiques multiples, l'Algérie privilégie le dialogue, mettant en garde contre toute intervention miliaire qui accentuerait les tensions au niveau de la région dont le terrorisme , où en plus dans un communiqué commun, le Burkina Faso, le Mali, ont affirmé qu'une intervention militaire au Niger, serait considérée comme une déclaration de guerre à leurs pays. L'Algérie est guidée par des principes fondamentaux hérités de sa longue histoire de libération nationale : la mise en place d'un dispositif de sécurité aux frontières et la restructuration des forces armées et de sécurité ; l'amorce de processus bilatéraux de coopération avec les pays voisins ; le développement d'un processus multilatéral à travers l'initiative des pays de Champ et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Car l'Algérie partage des frontières avec des pays instables où sa sécurité est posée dont la Libye 982 km, le Mali 1329 km, la Mauritanie, 461 km, le Maroc 1739 km, le Niger 961 km, la Tunisie 1010 km et le Sahara occidental 39 km. La sécurité de l'Algérie pourrait être touchée indirectement via le Mali et la Libye qui partagent des frontières communes à la fois avec le Niger et l'Algérie. C'est pour éviter une déflagration régionale avec de prolongements en Europe, notamment, que doit se situer l'initiative de l'Algérie qui le 29 août 2023 (source APS) a défini les six de sortie de crise du Niger. Premièrement, rejet de tout changement anticonstitutionnel au Niger, conformément aux exigences du cadre juridique africain qui interdit et rejette les changements anticonstitutionnels de gouvernement et exige le retour à l'ordre constitutionnel et au respect des institutions démocratiques du pays. Deuxièmement, la définition d'un délai de six mois pour la mise en œuvre d'une solution politique devant aboutir au rétablissement de l'ordre constitutionnel et démocratique au Niger, à travers la reprise de l'action politique dans le cadre de l'Etat de droit. Troisièmement, l'impératif association et aval de toutes les parties au Niger, sans exclusion aucune, ces arrangements devant être conduits dans un délai ne dépassant pas les six mois, sous le contrôle d'une autorité civile, conduite par une personnalité consensuelle, acceptée par toutes les factions de la classe politique. Quatrièmement, accorder les garanties adéquates à toutes les parties concernées dans la perspective d'assurer la durabilité de la solution politique et son acceptation de tous. Pour la mise en œuvre de ces arrangements politiques, l'Algérie entamera des contacts et des consultations approfondies avec toutes les parties concernées qui peuvent contribuer et aider au règlement politique de la crise ou soutenir les efforts fournis en ce sens. Cinquièmement, ces contacts seront engagés également avec toutes les parties concernées au Niger, avec les pays voisins, ainsi qu'avec les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), particulièrement le Nigeria qui préside le groupe, en sus des pays qui souhaitent soutenir le processus politique de sortie de crise au Niger. Sixièmement, l'Algérie se propose d'organiser une conférence internationale sur le développement au Sahel, dans le souci d'encourager l'approche de développement et de mobiliser les financements nécessaires à la mise en œuvre des programmes de développement dans cette région qui a cruellement besoin d'infrastructures sociales et économiques à même de garantir la durabilité de la stabilité et de la sécurité.

En conclusion, la proposition de l'Algérie est la dernière chance, car une guerre commence mais on ne sait jamais comment elle se termine, avec les risques d'une déstabilisation régionale. Les défis collectifs nouveaux pour l'Afrique sont d'ordre régional et global avec des sources de menaces nouveaux ayant pour noms : les ressources hydriques, la pauvreté, les épidémies, la transition énergétique et la protection de l'environnement, le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, la maitrise des cybers attaques par la maitrise des nouvelles technologies et la révolution numérique , le développement des drones sur le plan militaire ect...(voir notre contribution internationale dans Financial Afrik 03 octobre 2023). Le développement de Afrique, existant des Afriques et non une Afrique, face à un monde en crise en perpétuel mouvement, les mutations actuelles préfigurant un profond bouleversement mondial, avec le danger du réchauffement, bien que l'Afrique est non responsable participant à moins de 5% des effets de serre au niveau mondial, sera ce que les Africains voudront qu' elle soit

ademmebtoul@gmail.com

SOMMET EUROPÉEN DE GRENADE

Varsovie et Budapest vent debout contre la réforme migratoire

Les dirigeants polonais et hongrois ont clamé haut et fort ce 6 octobre, lors d'un sommet des Vingt-Sept en Espagne, leur farouche opposition à la réforme du système migratoire européen, deux jours après un accord clé entre les Etats membres.



Des migrants attendant d'être secourus à 30 miles nautiques des côtes libyennes.

«Nous n'avons pas peur des diktats qui viennent de Bruxelles et Berlin», a tonné le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, en arrivant au sommet informel d'une journée organisé à Grenade, dans le sud de l'Espagne. Le chef du gouvernement polonais a réitéré son refus de se voir imposer un système de «distribution de migrants illégaux», à dix jours d'élections législatives en Pologne qui s'annoncent serrées. Son homologue hongrois Viktor Orban est allé encore plus loin dans les critiques incendiaires. «Si vous êtes violé légalement, forcé à accepter quelque chose que vous n'aimez pas, comment est-ce possible d'avoir un compromis, un accord ? C'est impossible», a-t-il lancé. Le sujet de l'immigration, l'un des plus épineux entre les Vingt-Sept, a été mis à l'agenda de ce sommet à la suite de l'afflux récent de migrants sur la petite île italienne de Lampedusa, qui a rappelé l'urgence d'une réponse européenne. Le 4 octobre, les ambassadeurs des pays de l'UE ont fini par se mettre d'accord sur un règlement mettant en place un mécanisme de solidarité obligatoire entre Etats membres dans le cas où l'un d'entre eux est confronté à une «situation exceptionnelle» liée à des arrivées «massives» de migrants à ses frontières. Le texte, qui prévoit aussi un régime dérogatoire aux procédures d'asile classiques, moins protecteur pour les migrants, a dû faire l'objet d'un compromis pour lever les réticences allemandes, puis italiennes. Un «grand succès» aux yeux d'Ursula von der Leyen Ce règlement, dernière pièce du Pacte asile et migration de l'UE qui doit encore faire l'objet de négociations avec le Parlement européen, a été agréé par les Etats membres à la majorité qualifiée comme les traités le prévoient, et non à l'unanimité comme le réclament la Pologne et la Hongrie. Ces deux pays ont voté contre le texte, tandis que l'Autriche, la Slovaquie et la République tchèque se sont abstenues. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est félicitée ce 6 octobre d'un «grand succès».

La veille, la Première ministre italienne Giorgia Meloni avait également exprimé sa satisfaction. «La perception et les ambitions de l'Europe en matière migratoire sont en train d'évoluer vers une ligne plus pragmatique de légalité, de volonté de combattre les trafiquants, de vouloir stopper l'immigration illégale», a estimé Giorgia Meloni le 5 octobre. La Pologne et la Hongrie ont réclamé, sans succès, que la déclaration finale du sommet de Grenade comporte une référence à la nécessité d'une unanimité pour adopter la réforme migratoire, a-t-on appris de sources diplomatiques. Lutte contre l'immigration irrégulière : Tunis rejette les fonds européens Ce désaccord pourrait faire échec à une déclaration commune sur la migration.

C'est ce qui s'était déjà passé lors d'un sommet à Bruxelles fin juin-début juillet, quand le duo polono-hongrois avait bloqué l'adoption de conclusions pour signifier son opposition à deux autres textes du pacte migratoire agréés par les Etats membres peu avant. La déclaration sur la migration en discussion pour le sommet de ce 6 octobre a pourtant été durcie au fil de sa préparation. Le projet, vu par l'AFP, souligne notamment la nécessité de traiter l'immigration irrégulière «immédiatement et avec détermination» et d'«intensifier les renvois» de migrants irréguliers. Il affirme aussi la détermination de l'UE à nouer «des partenariats globaux mutuellement bénéfiques avec les pays d'origine et de transit», comme celui qui a été signé en juillet avec la Tunisie afin de faire baisser les arrivées de migrants en provenance de ce pays. Ce protocole d'accord est pourtant l'objet de controverses, liées à des inquiétudes sur le respect des droits des migrants dans ce pays, mais aussi à des critiques de certains Etats membres qui se sont plaints de ne pas avoir été assez impliqués dans sa négociation. Les récentes déclarations du président tunisien, Kaïs Saïed, refusant et qualifiant de «dérisoires» les fonds européens ayant été alloués à son pays, ont encore alimenté les doutes sur ce partenariat.

R. I.

SANCTIONS

Quand le Canada autorise «en catimini» des entreprises à commercer avec la Russie

LE JOURNAL QUÉBÉCOIS Le Devoir assure qu'Ottawa a octroyé des permis spéciaux à des entreprises canadiennes afin de contourner ses propres sanctions économiques contre la Russie. Au jeu de quelle capitale occidentale sanctionne le mieux la Russie, toutes les entreprises ne sont pas logées à la même enseigne. Si du côté de Paris, notamment, on a enjoint, dès le mois de mars 2022, les firmes françaises «de respecter les sanctions», et donc in fine d'abandonner leurs actifs en Russie, les autorités canadiennes se montreraient plus coulantes, à en croire Le Devoir. Dans une publication datée du 3 octobre, le quotidien québécois révèle que les autorités canadiennes auraient délivré depuis mars 2022 «plus d'une dizaine de permis spéciaux» à des entreprises nationales afin de contourner leur propre régime de sanctions contre Moscou. «Ces autorisations, données à la pièce par Ottawa, ont ainsi favorisé l'exportation de matériaux et d'équipement dans des domaines pourtant jugés "délicats" pour les alliés de l'Ukraine, puisque liés à la fabrication d'armes ou à l'exploration pétrolière et minière», affirme notamment l'auteur de l'article. Des permis spéciaux dont le ministère canadien des Affaires étrangères aurait confirmé l'existence au quotidien, tout en refusant de communiquer leur nombre ou les entreprises qui en ont bénéficié, invoquant «des raisons de confidentialité commerciale» lors d'un échange avec Le Devoir. Des matériaux utilisables dans la fabrication d'armes Seraient notamment concernées des «pièces d'aluminium», des «convertisseurs statiques électriques et "appareils à rayons X et appareils utilisant les radiations alpha, bêta, gamma ou d'autres radiations ionisantes"», égraine le média, qui a épluché les données fédérales canadiennes sur le commerce international. Soit des produits «dont le commerce avec Moscou avait été suspendu depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine», souligne-t-il, précisant qu'il s'agit de pièces et d'équipements «inscrits dans l'annexe 7 du Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie, en raison de leur utilisation possible dans la fabrication d'armes». Une délivrance «en catimini» fustigée par le porte-parole en matière d'affaires étrangères du Bloc québécois (BQ), Stéphane Bergeron. «Je ne pars pas du principe qu'on ne doive jamais émettre des exemptions, mais ça doit être l'exception plutôt que la règle. Je crois que c'est en train de s'établir comme règle, et c'est pour le moins inquiétant», a déclaré lors d'un point presse le député canadien, cité par Le Devoir.

Ottawa demeure un soutien de poids pour Kiev Le Canada, qui sanctionne la Russie depuis près de dix ans, avait drastiquement renforcé ses mesures coercitives en février 2022, dans la foulée du lancement de l'opération russe en Ukraine. «Avec effet immédiat, nous cessons toutes les licences d'exportation pour la Russie et annulons les licences existantes», avait ainsi déclaré le Premier ministre canadien Justin Trudeau, annonçant de nouvelles sanctions de «grande envergure» devant «limiter la capacité du président Poutine à continuer de financer» les opérations russes en Ukraine.

Selon Le Devoir, les échanges commerciaux russo-canadiens ont chuté de 1 100% entre 2021 et 2022. Des données qui ne prennent pas en compte un autre possible contournement des sanctions occidentales contre la Russie, via des exportations vers des pays tiers pour terminer leurs trajets en Russie. «Après avoir diminué de 91% entre le Canada et la Russie, les exportations canadiennes de circuits imprimés avaient étrangement explosé en 2022 de 4 000% vers la Turquie, de 2 700% vers les Émirats arabes unis et de 900% vers le Kazakhstan», écrit le quotidien, citant les chiffres… d'un rapport ukrainien. Lors d'un déplacement de Volodymyr Zelensky à Ottawa fin septembre, surtout remarqué par le scandale de l'ovation d'un vétéran SS au Parlement canadien, le Premier ministre Justin Trudeau avait réitéré l'«appui indéfectible» de son pays à Kiev, promettant une aide supplémentaire de 452 millions d'euros, une cinquantaine de blindés, ainsi que l'entraînement d'Ukrainiens au pilotage et à l'entretien des chasseurs américains F-16.

Deux jours avant l'arrivée du président ukrainien, Ottawa étendait ses sanctions antirusses à 42 individus et 21 entités supplémentaires. Selon le décompte du Kiel Institute for the world Economy (IFW), un think tank allemand, le Canada a fourni près de 5,45 milliards d'euros d'aides, dont 1,6 dans le domaine militaire, entre janvier 2022 et juillet 2023. Un niveau d'aide à Kiev qui, en valeur absolue, place Ottawa juste devant Varsovie.

R. I.

LA COUPE DU MONDE 20230 SUR TROIS CONTINENTS :

Les premiers matchs en Amérique du Sud, le reste en Espagne, au Portugal et au Maroc

LA COUPE DU MONDE 2030 aura lieu sur trois continents : les matchs inauguraux en Argentine, Uruguay et Paraguay, puis le reste des matchs en Espagne, au Portugal et au Maroc. La Coupe du monde 2030 sera très spéciale et pas seulement parce qu'il s'agira du centenaire de la compétition.

La FIFA annonce mercredi avoir donné son accord pour organiser le Mondial 2030 en Espagne, au Portugal et au Maroc, tout en attribuant trois des premiers matchs de la compétition à l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. La cérémonie d'ouverture se déroulera à Montevideo.

Une manière pour l'instance dirigeante du football de célébrer les 100 ans de la première édition, qui s'était tenue en Uruguay. "Dans un monde divisé, la FIFA et le football s'unissent. Le Conseil de la FIFA, représentant l'ensemble du monde du football, a décidé à l'unanimité de célébrer de la manière la plus appropriée le centenaire de la Coupe du Monde de la FIFA, dont la première édition s'est déroulée en Uruguay en 1930", se réjouit Gianni Infantino, le président de la fédération internationale, qui n'a pas d'autres candidatures pour ce Mondial 2030.

Le communiqué souligne que l'Espagne, le Portugal et le Maroc seront automatiquement qualifiés. Ce n'est pas précisé pour les trois pays sud-américains, mais cela devrait également être le cas, d'après les médias locaux. Ce qui ferait en tout six sélections qualifiées d'office, sachant que la compétition passe à 48 participants à partir du Mondial 2026 (organisé aux États-Unis, au Mexique et au Canada).

LE CHAMP LIBRE POUR L'ARABIE SAOUDITE EN 2034

En attribuant la Coupe du monde 2030 à trois continents, ce qui est une première, la FIFA réserve l'organisation du Mondial 2034 à l'Asie ou l'Océanie. Ce qui laisse le champ libre à l'Arabie saoudite, d'ores et déjà considérée comme favorite pour la 25e édition de la compétition Comme le rapportaient nombre de médias depuis quelques temps, le royaume a décidé de ne pas candidater pour 2030 afin de concentrer ses efforts pour 2034.

WALID SADI, PRÉSIDENT DE LA FAF) :

« Les décisions prises vont dans le cadre des réformes entreprises »

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Walid Sadi, s'est exprimé mercredi, au lendemain de la première réunion du Bureau fédéral tenue au siège de la FAF à Dely Brahim, au cours de laquelle plusieurs décisions ont été prises dans le cadre des « réformes entreprises ».



« La première réunion du BF s'est tenue dans un climat serein et démocratique. Il y a eu plusieurs décisions prises dans le cadre des réformes entreprises dans l'intérêt du football national, et dans le strict respect des lois de la République. L'objectif de ces mesures est d'insuffler du sang neuf pour remettre de l'ordre et aller de l'avant », a affirmé Sadi dans un entretien accordé à l'APS. Ancien directeur des équipes nationales (DEN), Walid Sadi (44 ans) a été élu à la tête de l'instance fédérale le 21 septembre dernier, en remplacement de Djahid Zefizef, démissionnaire. « Juste après ma prise de fonctions, j'ai constaté l'urgence d'agir à tous les niveaux, à commencer d'abord par la restructuration interne de la FAF. J'ai entamé un véritable chantier pour permettre à cette structure de retrouver son aura et un fonctionnement irréprochable », a-t-il ajouté, tout en soulignant « la bonne santé financière de la FAF ».

Lors de cette première réunion du BF, plusieurs décisions ont été prises, à l'instar de la suspension, avec effet immédiat, de la Ligue de football professionnel (LFP) pour « violation des lois et règlements en vigueur ». Il y a eu également la nomination d'Ameur Mansoul en tant que Directeur technique national (DTN), Ahmed Kharchi à la tête de la Commission fédérale d'arbitrage (CFA), et Nadir Bouzenad comme nouveau secrétaire général de la FAF. « Nous avons décidé d'engager une procédure d'audit et de contrôle de gestion de la LFP, tout en chargeant le membre du Bureau fédéral Mohamed Amine Mesloug de gérer le championnat professionnel », a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : « Moi et mon équipe sommes venus avec une bonne intention, celle de servir le football algérien. Nous devons tous mettre la main dans la main pour atteindre nos objectifs, à commencer par l'adhésion des clubs, avec lesquels je vais me réunir lundi prochain. »

EN :

Première rencontre Sadi-Belmadi aujourd'hui

LE PRÉSIDENT de la FAF, Walid Sadi, a fait part de sa première réunion avec le sélectionneur national Djamel Belmadi aujourd'hui au siège de l'instance à Dely Brahim (Alger), soit à deux jours du début du rassemblement des « Verts » au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, qui sera ponctué par deux matchs amicaux : le 12 octobre face au Cap Vert à Constantine (20h00) et le 16 octobre face à l'Egypte à Abu Dhabi (Emirats arabes unis). « On aura l'occasion de tenir notre première réunion samedi, au cours de laquelle nous allons bien évidemment aborder, notamment le programme de l'équipe nationale en vue des futures échéances », a-t-il affirmé à l'APS.

NOMINATIONS FAF :

Ameur Mansoul nouveau DTN

LE TECHNICIEN Ameur Mansoul est le nouveau Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), en remplacement de Mustapha Biskri, a appris l'APS mercredi, auprès du président de l'instance fédérale Walid Sadi.

« Nous avons jeté notre dévolu sur Ameur Mansoul pour occuper le poste de DTN, c'est quelqu'un qui compte une riche expérience lui permettant d'assurer cette mission », a affirmé le premier responsable de la FAF. La décision a été approuvée mardi lors de la première réunion du Bureau fédéral de la FAF, sous la présidence de Walid Sadi, élu le 21 septembre dernier en remplacement de Djahid Zefizef, démissionnaire.

Ameur Mansoul occupait jusque-là, le poste de chargé d'études et de synthèse au niveau du cabinet du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

Il est titulaire de plusieurs diplômes d'entraîneur en Europe dont UEFA A décroché en 2003 avant d'aller aux Emirats arabes unis. En 2023, il a obtenu un master des entraîneurs professionnels de l'UEFA. En 2021, il a été désigné à la tête la commission mixte FAF-MJS chargée du dossier du professionnalisme en Algérie.

Pour rappel, Biskri avait été désigné à la DTN en décembre 2022, succédant à Ameur Chafik, limogé en février 2022 par l'ancien président de la FAF Amara Charaf-Eddine. L'intérim à la tête de la DTN était assuré depuis par Taoufik Korichi. Mansoul a été également désigné président du collège technique national, créé mardi lors de la réunion du Bureau fédéral, conformément aux dispositions des articles 30 et 32 du décret exécutif N. 14-330 du 27 novembre 2014 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des fédérations sportives nationales, ainsi que leur statut-type.

Il aura la tâche de préparer un exposé sur la mise en œuvre de cette décision dès la prochaine session du Bureau fédéral et de proposer la tenue de la première date du collège technique national, avant la fin du mois d'octobre.

COUPE DU MONDE U20 FÉMININE/ (2e TOUR) ALGÉRIE-MALI :

Les Algériennes peaufinent leur préparation à Sétif

LA SÉLECTION NATIONALE U20 féminine de football poursuit son stage de préparation entamé mardi 3 octobre à Sétif, en vue de la double confrontation face au Mali pour le compte du 2ème tour des éliminatoires de la Coupe du Monde FIFA U20, a indiqué lundi la Fédération algérienne de football (FAF). Avant de rallier la capitale des Hauts Plateaux, une quinzaine de joueuses ont participé à une séance d'entraînement sur le terrain en tartan du Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Elles seront rejointes par leurs coéquipières en fin d'après-midi, formant ainsi le groupe qui sera encadré sur le plan technique par Mme Wahiba Rahal et Nadir Maadsi, les adjoints du sélectionneur national, Farid Benstiti qui conduira l'équipe lors de ces rencontres, précise la même source. En prévision de ce regroupement qui se poursuivra jusqu'au 14 octobre, le Département football féminin dirigé par Benstiti a retenu 25 joueuses dont 17 évoluent en Europe. Le match aller Algérie-Mali est prévu le 8 octobre 2023 au stade du 8 mai 45 à Sétif, alors que la manche retour se déroulera le vendredi 13 octobre 2023. Pour rappel, le premier tour de ces éliminatoires s'est déroulé, début septembre. Six équipes déterminées en fonction de leur participation aux dernières éditions de la Coupe du monde féminine U20 y avaient pris part. Trois équipes se sont qualifiées et ont rejoint, au deuxième tour, les 29 autres équipes exemptées du premier tour dont l'Algérie. Seize équipes se qualifieront pour le 3ème tour. Elles seront réduites à huit, pour le quatrième tour puis à quatre pour le cinquième tour. Ces quatre équipes joueront un cinquième tour qualifiant deux formations pour la Coupe du monde des U20. Les matchs se joueront en phase aller et retour. Les vainqueurs des deux matches du



cinquième tour iront en Colombie, pays hôte du prochain mondial. Au total, trente-cinq équipes vont participer à ces éliminatoires.

COMPÉTITIONS AFRICAINES INTER-CLUBS- TIRAGE AU SORT

La route sera longue pour le CR Belouizdad et l'USM Alger

Le Chabab et les Usmistes, nos deux représentants en coupes continentales, connaissent depuis hier leurs prochains adversaires de la phase de poules respectivement en Ldc et Caf. Le moins que l'on puisse dire est que la mission s'annonce difficile avec un tirage qui, loin s'en faut, ne les a pas gâtés

Par Azouaou Aghiles

LIGUE DES CHAMPIONS : AL AHLY DU CAIRE POUR LE CRB DANS UN GROUPE « D » COMPLIQUÉ

Comme attendu, c'est hier, vendredi, que la Confédération africaine de football (CAF) a effectué le tirage au sort de la Ligues des champions à Johannesburg en Afrique du Sud. Le Sud-Africain Hlompho Kekana et Rainford Kalaba (ancienne star des congolais du TP Mazembe), qui étaient aux manettes, ont quelque peu eu la main lourde pour le représentant algérien, le CR Belouizdad. En effet, et pour sa quatrième présence consécutive et deux fois quart de finaliste des deux dernières éditions, se retrouve dans une poule « D » où il devra faire, ni plus ni moins, qu'avec le tenant du titre, Al Ahly du Caire, en plus d'un déplacement pas évide en Tanzanie où il aura fort à faire devant les Young Africans locaux, finalistes malheureux de la Coupe de la CAF la saison passée face, rappelons-le, à l'USM Alger qui, à l'aller, s'était déjà assuré du trophée à Dar Essalam (victoire 1-2). Un exploit des Algériens qui a fait date et pourrait servir de motivation supplémentaire pour M'Bolhi et les siens et suivre l'exemple. Il faudra toutefois prendre au sérieux le quatrième larron du groupe, le Medeama du Ghana, une terre de foot, qui fait à priori office de Petit Poucet. Pour dire que, dans ce groupe où selon toute vraisemblance la 1ère est acquise au N°1 d'Egypte et d'Afrique, le Chabab, pour espérer décrocher le deuxième ticket en jeu, devra élever le niveau et briller notamment face aux Yanga tout en gardant un œil sur les Ghanéens et s'accrocher aux basques des Ahlaouis.

COUPE DE LA CAF : TOUT SAUF DU GÂTEAU POUR LES CHAMPIONS USMISTES

Au même titre que pour la Ldc, ce vendredi et du côté toujours de Johannesburg (AF Sud), la Confédération africaine de football a inscrit au programme de la cérémonie le tirage au sort de la phase de groupes de la Coupe de la Caf, avec la précision qu'il s'agissait à l'occasion de la première édition du nouveau format (sans les reversés de la Ldc), l'USM Alger, constituant naturellement la tête d'affiche en sa qualité de tenant du titre et récent champion des champions (vainqueur, NDLR, de la Super Coupe de la Caf). Et, pour la circonstance, on ne peut pas dire que les Rouge et Noir ont été gâtés par le sort. Versés dans un groupe « A » certes sans noms ronflants, la mission des hommes à Benchikha, dans la défense de leur trophée, ne sera pas de tout repos. Bien au contraire, des formations comme le Future FC (Egypte) ou Super-Sport United (Afrique du Sud), certes pas



très connus en Algérie, se présentent clairement, habitués des joutes continentales qu'ils sont, dans la peau de clients redoutables. Au même titre qu'Al Hilal Benghazi (Libye) dont la seule présence des tenants est motivante, l'objectif étant de les faire tomber. Alors groupe de la « mort » ou pas pour les unionistes algérois ? Si la tâche ne sera pas de tout repos avec des adversaires de talents, le capitaine Belaïd et ses coéquipiers ont, mis à part le long voyage d'Afrique du Sud, la chance de jouer pas très loin de leurs bases avec la Libye et l'Egypte come terres de villégiature.

A.A

COMPOSITION DES GROUPES DE LA LIGUE DES CHAMPIONS :

Groupe A : Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), Pyramids FC (Egypte), TP Mazembe (RD Congo), Nouadhibou FC (Mauritanie)
Groupe B : Wydad Casablanca (Maroc), Simba FC (Tanzanie), ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire), Jwaneng Galaxy (Botswana)
Groupe C : Espérance Sportive de Tunis (Tunisie), Petro Atletico (Angola), Al Hilal Omdurman (Soudan), Etoile Sportive du Sahel (Tunisie)
Groupe D : CR Belouizdad (Algérie), Al Ahly (Egypte), Young Africans (Tanzanie), Medeama DC (Ghana)

COMPOSITION DES GROUPES DE LA COUPE DE LA CAF :

Groupe A : USM Alger (Algérie), Future FC (Egypte), Supersport United (Afrique du Sud), Al Hilal Benghazi (Libye)
Groupe B : Zamalek (Egypte), Sagrada Esperança (Angola), Soar Académie (Guinée), Abu Salim (Libye)
Groupe C : Rivers United (Nigeria), Club Africain (Tunisie), Dreams (Ghana), Academica Lobito (Angola)
Groupe D : RS Berkane (Maroc), Diables Noirs (Congo), Stade Malien (Mali), Sekhulhune United (Afrique du Sud)
N.B : la première journée est prévue pour les 24 et 25 novembre prochain

A CENT JOURS DE SON COUP D'ENVOI EN CÔTE D'IVOIRE (13 JANVIER-11 FÉVRIER 2024)

CAN 2023 : le compte à rebours est lancé en attendant le tirage au sort

CENT JOURS sont comptés avant le coup d'envoi du plus grand événement africain, la Coupe d'Afrique des Nations, Côte d'Ivoire 2023, qui réunira les plus grandes stars du football africain du 13 janvier au 11 février 2024. A 100 jours du coup d'envoi, l'excitation atteint son paroxysme. La nation ivoirienne attend avec impatience les 24 sélections qualifiées pour la phase finale de la 34e édition de la CAN.
L'horloge du compte à rebours égrène les heures, les minutes et les secondes qui nous séparent encore du coup d'envoi de la compétition qui sera suivie par plus de 500 millions de personnes dans plus de 150 pays dans le monde, selon la CAF. Place désormais au tirage au sort qui aura lieu le jeudi 12 octobre 2023 à Abidjan. A cette occasion, les 24 équipes qualifiées pour la phase finale dont l'Algérie connaîtront leurs premiers adversaires. Les 24 sélections qualifiées seront scindées en six groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque poule ainsi que les quatre meilleurs troisième animeront les 8es de finale. En juin 2023, la CAF et le Comité d'organisation local de Côte d'Ivoire ont dévoilé l'identité visuelle de la CAN 2023. C'est la première fois en plus de dix ans que la CAF a donné un nouveau visuel à l'identité de la compétition majeure, démontrant une fois de plus l'engagement de l'instance africaine à faire de l'événement en Côte d'Ivoire le meilleur de l'histoire de la compétition.
De son côté, le gouvernement ivoirien a beaucoup investi dans la construction des stades rénovés afin de répondre aux standards internationaux : Non seulement les stades sont de classe mondiale, mais le pays a également bénéficié d'importants travaux de modernisation des routes et des infrastructures. Cinq villes ont été choisies pour accueillir l'événement : Abidjan, Bouaké, Korhogo,Yamoussoukro et San Pédro. Pour rappel, la dernière édition de la Coupe d'Afrique des Nations s'est déroulée en 2021 au Cameroun et avait sacré le Sénégal aux dépens de l'Egypte aux TAB (5-4, 00 temps réglementaire et prolongation).

R.S

Avec Nos Pros :

GOUIRI REVIENT SUR SON CHOIX DE REJOINDRE LES VERTS . . .

En conférence de presse avant le match contre Villarreal, Amine Gouiri est revenu sur son début de saison, et également sur son choix de rejoindre les Fennecs. Alors que le Stade Rennais se déplace sur la pelouse de Villarreal, l'attaquant du Stade Rennais, Amine Gouiri, est revenu sur son début de saison en dents de scie : « Je ne me cherche pas d'excuses par rapport à ça. J'ai fait un début de saison un peu en dessous de ce que je peux faire, j'en suis conscient. C'est à moi d'élever mon niveau de jeu et je sais de quoi je suis capable. » Après plusieurs semaines de discussion et de réflexion, Amine Gouiri a annoncé son choix de rejoindre la sélection algérienne la semaine dernière. Revenu sur son début de saison, il explique que la réflexion autour de ce choix a empiété sur ses performances : « Cette annonce m'a libéré et maintenant je peux avancer tranquillement et me concentrer sur le Stade Rennais ». Libéré désormais de toute pression, l'attaquant de 23 ans doit maintenant élever son niveau de jeu et ce dès ce soir face à Villarreal.

. . . MAHREZ DÉFEND LA CANDIDATURE SAOUDIENNE POUR LA COUPE DU MONDE 2034 . . .

Depuis quelques mois, Riyad Mahrez a décidé de changer de projet sportif en quittant Manchester City pour rejoindre Al-Ahli en Arabie Saoudite. Le championnat saoudien qui s'est assuré une belle exposition avec quelques joueurs de classe avec un objectif clair : promouvoir le pays en vue de la candidature de l'Arabie Saoudite pour la Coupe du monde 2034. Une promotion d'autant plus grande que les joueurs militent désormais officiellement pour que le pays arabe soit désigné. Riyad Mahrez, sur les réseaux sociaux, a en effet publié officiellement un statut pour annoncer son soutien à la candidature saoudienne. « C'est parti... Clairement au bon endroit, maintenant et pour l'avenir. C'est incroyable de voir l'Arabie Saoudite candidater pour ce gros événement. J'entends et je vois les fans. Je ressens la passion et l'amour du jeu. J'espère que le monde pourra le voir
aussi. »

. . . YACINE ADLI PAS SURPRIS DE LA SALE SOIRÉE DU PARIS SG

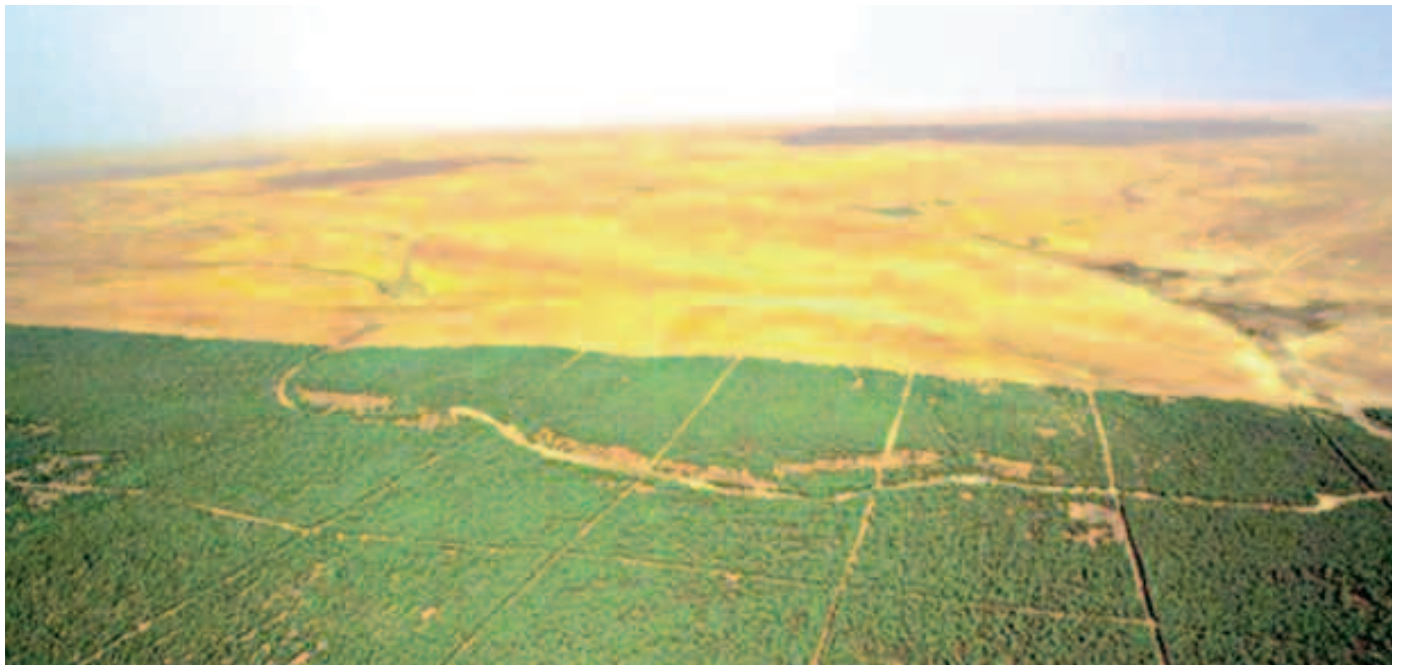
Après le match nul de l'AC Milan sur la pelouse de Dortmund (0-0), Yacine Adli a donné son avis sur la performance du PSG. Rentré en cours du match lors du match nul de l'AC Milan dans la chaude ambiance de Dortmund, Yacine Adli a été interrogé en après-match par les micros de Bein Sports sur la rencontre du soir et ses récentes performances : « Sur les deux matchs, on mérite d'avoir plus de points, après c'est la Champions League, c'est le très haut niveau, on a les occasions et on finit, ça nous fait défaut. Ça a pris un peu de temps (sur son temps de jeu) mais voilà j'ai continué à travailler, je n'ai rien lâcher puis aujourd'hui ça porte ses fruits mais c'est que le début et puis voilà je veux donner encore plus pour ce club pour qui je veux tout donner ». Interrogé par la suite sur le prochain match du Milan face au PSG, Yacine Adli a donné son avis sur la défaite des parisiens : « C'est vrai que c'est un groupe compliqué, on le savait depuis le tirage, c'est un déplacement aussi compliqué à Newcastle donc je ne suis pas surpris parce que je savais que ça allait se jouer jusqu'à la fin. Maintenant nous on va préparer au mieux le match mais y a encore du temps avant ça (..) on va essayer de donner le maximum pour passer ce tour. »

Avec Agences

LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION À BOUIRA

Projet de développement du barrage vert à Dirah en cours

La réhabilitation, l'extension et le développement du barrage vert à Dirah au Sud de la wilaya de Bouira, dont les travaux ont été relancés en février dernier, « est un projet d'envergure » visant à lutter contre la désertification et à protéger cette zone steppique qui s'étend sur plus de 95.000 hectares. C'est déclaré, Amar Nait Messaoud, chef du projet.



Projet agro-écologique de boisement de la steppe algérienne, le barrage vert destiné notamment à lutter contre la désertification, remonte aux années 1970. Il s'agit de l'un « des plus ambitieux projets réalisés par l'Algérie durant l'ère du défunt président Houari Boumediene », a souligné l'expert forestier, Nait Messaoud, dans une déclaration.
Pour la partie prévue sur le territoire de la wilaya de Bouira, elle s'étend sur une superficie de 95.807 ha, et concerne 7 communes, à savoir Sour El Ghozlane, Dirah, Hakimia, Ridane, Maâmoura, Hedjra Zerga, et Taguedit. L'étude de ce projet (réhabilitation du barrage de Dirah) a été réalisée et réceptionnée en 2016 par le Bureau National d'Etudes pour le Développement Rural (BNEDER), selon les détails fournis par le même responsable.
Le projet s'étalera jusqu'à 2027 avec une première tranche des travaux qui est déjà en cours. Il est composé de plusieurs opérations portant, particulièrement, sur la plantation de certaines essences d'arbres dont le Cèdre et l'Eucalyptus, pour fixer et stabiliser le sol, ainsi que sur le gabionnage afin de lutter contre l'érosion et protéger les bassins versants des retenues collinaires de la zone de Dirah (Sud de Bouira), selon M. Nait Messaoud.
Depuis la relance des travaux en février dernier, des arbres « brise-vent » ont été plantés sur plus de 40 km d'une surface globale de 75 Km2. Cette opération a pour objectif de protéger les plantes maraîchères et les oliviers de cette région.
« Des travaux de gabionnage d'un volume de 1.500 m3 ont été aussi réalisés pour protéger le sol et les ouvrages hydrauliques en aval, et afin de lutter contre l'érosion », a-t-il fait savoir
Une enveloppe financière de plus de 93 millions de dinars a été allouée à la réalisation de la première tranche de ce projet de réhabilitation, d'extension et de développement du barrage vert à Dirah, a-t-il rappelé. Après sa relance, le projet a fait l'objet, fin septembre écoulé, d'une visite technique par une délégation d'experts hongrois qui se sont rendus à Dirah. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la coopération technique entre l'Institut algérien des recherches forestières (INRF) et l'université Sopron (Hongrie).
Le même expert forestier a ajouté, en outre, qu'une partie de ce projet est confiée à la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, chargée d'ouvrir des pistes agricoles sur une distance de 15 km. « Cette opération est en phase d'étude », a-t-il souligné. « Une opération de plantation fruitière devant couvrir une superficie de 70,5 ha est également prévue dans le cadre de ce projet, dont 41 ha ont déjà été réalisés, et les 30 ha restants le seront durant la prochaine campagne qui débutera ce mois d'octobre », a-t-il tenu à préciser. Des solutions pour faire face aux changements climatiques Avec cet important projet, l'Algérie aura apporté une réponse au défi des changements climatiques et au problème de la désertification dès les années 1970. « Malgré quelques insuffisances, ce projet a connu aussi des succès, car il protège la zone steppique de Dirah contre l'érosion et la désertification qui sont des phénomènes causés par un surpâturage excessif et prolongé par le cheptel dans cette région », a expliqué M. Nait Messaoud. Le constat de la désertification a été fait durant les années 1970 avec la disparition du couvert végétal en raison de la faible régénération du fourrage et du déficit pluviométrique, a expliqué l'expert forestier qui souligne que 98 % du cheptel ovin algérien se situe dans cette bande steppique. Le chef du projet a estimé en outre qu'il y a une surconsommation (surpâturage) du fourrage et du couvert végétal, ce qui a entrainé l'érosion du sol déjà appauvri, dégradé et dénudé de ses performances de production.
Un comité local impliquant plusieurs services, dont la direction de l'environnement, la DSA, l'université de Bouira, ainsi que le Haut-commissariat au développement de la steppe (HCDS), a été mis sur pied, récemment, pour concevoir la politique de ce projet au niveau local.
« Une réunion de ce comité local devra se tenir dans quelques jours pour discuter de ce projet », a fait savoir M. Nait Messaoud.

R.R

PARC MOSTALAND À MOSTAGANEM

Naissance de 10 lionceaux dont 4 blancs rares

LA FAMILLE des lions s'agrandie, le parc zoologique de « Mostaland » de la wilaya de Mostaganem a enregistré en l'espace d'une seule semaine la naissance de 10 lionceaux de la race des lions d'Afrique dont 4 blancs « rares », a indiqué, avant-hier, la direction du parc.
Lakhdar Ouassini, responsable de la clinique vétérinaire du parc, a déclaré que « Mostaland » a enregistré, en l'espace d'une seule semaine, deux naissances successives de jumeaux, composés de 5 lionceaux de la lionne « Shima » et cinq autres de la lionne « Juliette » (née en Algérie), comprenant 4 lionceaux blancs de la famille des lions rares d'Afrique.
En outre, le même responsable, M.Ouassini a indiqué que « les jumeaux sont actuellement en bonne santé, d'autant que l'équipe vétérinaire du zoo leur a fourni toutes les conditions nécessaires pour les soins vétérinaires, ce qui permet jusqu'à présent aux petits de ne compter que sur leur mère, sans assistance ».
En 2019, le parc Mostaland a enregistré la naissance du premier lion blanc d'Afrique en Algérie (Juliette), ce qui est un cas rare dans le monde, d'autant que ce type de félin ne vit que dans certains parcs (125 lions) et n'existe plus dans la nature.
L'année dernière, le même parc a enregistré un autre événement rare, après la naissance de jumeaux composés de 4 petits blancs de la lionne « Juliette », qui a déjà donné naissance à 7 lionceaux en une seule fois.
M.Ouassini a qualifié cet événement d'exceptionnel et « impressionnant », surtout que le nombre de ces grands félins rares (lions d'Afrique et les tigres de Bengale) a atteint 28 dont 8 lions d'Afrique blancs.
Cet espace ouvert aux visiteurs, le 13 juillet 2017, accueille 100 animaux de 36 espèces et races dont des animaux rares, à l'instar de tigres royaux du Bengale, les « loups blancs de l'Arctique », les « lamas », les « yaks » et singes papous, gabonais, « crocodile du Nil », « lion d'Afrique », et espèces algériennes menacées comme la « hyène tachetée », le « fennec », le « macaque » ou « le magot ».

R.R

COMMÉMORATION DU 67E ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DE CHOUABIR À LAGHOUAT

120 logements sociaux octroyés

UN QUOTA de 120 logements sociaux a été attribué avant-hier, à leurs bénéficiaires dans la commune de Laghouat, en marge des festivités commémorant le 67eme anniversaire de la bataille de Chouabir, dont la région fut le théâtre le 4 octobre 1956.
Intervenant lors de la cérémonie de remise des clefs, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Sofiane Hammani, a affirmé que les logements, conçus selon un style joignant modernité et cachet architectural de la région, ont été réalisés en fonction des normes de construction requises, en plus de leur équipement en commodités nécessaires pour une vie décente des bénéficiaires.
Les festivités commémoratives de la bataille de Chouabir ont également été marquées par la distribution d'un lot de 61 kits solaires photovoltaïques au profit des populations nomades et des zones reculées et déshéritées.
S'agissant de la bataille de Chouabir, le doyen de la faculté des sciences humaines de l'université de Laghouat, Aïssa Bougrine, a rappelé que cette épopée, précédée d'une journée par celle d'El-Khotifa, fut un des hauts faits d'armes de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la région, pour recouvrer la souveraineté et l'indépendance.
Menée le 4 octobre 1956 par l'ALN dans la zone de Chouabir, cette bataille durant laquelle 1.375 soldats français ont été éliminés, a été suivie de représailles menées par les forces coloniales, consistant en la destruction totale de la région d'El-Ghicha et la déportation de ses habitants.

R.R

FIBDA 2023

Les «supers héros» débarquent à Alger

Un grand engouement du public a marqué, jeudi, l'ouverture du Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA). Les passionnés de BD et de supers héros, jeunes et moins jeunes, se sont précipités dès les premières heures vers l'Office Riadh El Feth pour découvrir les dernières nouveautés de la 15e édition de ce festival.

Dans son allocution d'ouverture, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a fortement souligné l'aspect académique de la bande dessinée. Elle a mis en avant l'engagement du ministère envers la formation artistique, conformément aux directives du président de la République, afin de promouvoir et développer le 9e art et les arts en général en Algérie. La ministre a, également, salué la participation "active" de plusieurs pays leaders dans le 9e art comme le Japon, le Canada, les Etats-Unis et l'Italie, précisant que le Fibda demeure "l'un des rendez-vous de la bande dessinée, les plus importants en Afrique".

Sous le thème "L'édition des jeunes", cette édition du Fibda qui s'étalera jusqu'au 8 octobre, propose une série d'activités allant des rencontres, ateliers de formations au concours de dessin. Les visiteurs ont été accueillis par une série de stands mettant en avant les publications littéraires et artistiques dans le domaine de la bande dessinée, avec la participation d'éditeurs algériens et d'auteurs étrangers.

L'espace du festival offre également des activités interactives, notamment des jeux vidéo et des ateliers de dessin numérique rapide.

La programmation du FIBDA comprend également une série de conférences animées par des experts du 9e art, abordant des sujets allant de l'adaptation de romans en bande dessinée qui sera animée par Yasmina Khadra. Les visiteurs auront ainsi l'occasion de rencontrer des personnalités renommées telles qu'Alitha Martinez, la dessinatrice de Black Panther, ou encore le scénariste et réalisateur de films d'animation japonais Sunao Katabuchi qui animera une conférence sur le cinéma d'animation, et le scénariste et adaptateur de mangas canadien, Frédéric Antoine, qui présentera un état des lieux de la BD dans son pays.





L'ouverture du festival a également été marquée par un hommage rendu au regretté caricaturiste et bédéiste algérien, Nadjib Berber, à travers la projection d'un documentaire retraçant son parcours artistique et les témoignages de ses pairs.

Le Fibda célèbre cette année le personnage iconique du conte algérien M'quidech. Avec la participation de plus de 80 auteurs et éditeurs de dix pays différents, cet événement culturel rassemble une communauté internationale de créateurs et d'amateurs de bande dessinée.

Le festival est ouvert au public tous les jours jusqu'au 8 octobre, avec un billet d'entrée fixé à 400 DA pour les adultes et à 200 DA pour les enfants.Pour rappel, une convention de partenariat a été signée entre le Fibda et l'école des beaux-arts au bénéfice de ses étudiants dans le volet formation et production culturelle.

« Cette initiative ouvre de nouvelles perspectives dans le domaine de la bande dessinée et du dessin animé. Les étudiants auront l'opportunité de monter des expositions, partager leurs talents et côtoyer des grands noms du monde de la BD, tant algériens qu'étrangers » a précisé le directeur de l'école, Belhadj Tarchaoui.

Meriem Djouder

RENCONTRE INTERNATIONALE DU CAIRE POUR LA CALLIGRAPHIE ARABE

L'Algérien Kour Noureddine invité d'honneur

LE CALLIGRAPHE algérien Kour Noureddine sera l'invité d'honneur de la 8ème édition de la Rencontre internationale du Caire pour la calligraphie arabe prévue du 10 au 20 octobre dans la capitale égyptienne, a-t-on appris mercredi auprès de l'artiste.

Natif de la ville d'Oran, Kour Noureddine qui détient une expérience et une place distinguées dans le domaine calligraphique en Algérie, exposera des œuvres dans les styles persans et diwani, qu'il considère comme les plus proches et les plus inspirateurs pour réaliser ses créations artistiques, ainsi que la calligraphie libre pour laquelle il est célèbre.

Cet artiste à l'origine de l'ouverture d'une première galerie de calligraphie arabe à Oran, animera un atelier sur cet art au profit des étudiants des écoles de calligraphie arabe et des visiteurs, a-t-il indiqué.

Cette manifestation, qui sera marquée par la présence de grands innovateurs dans l'art de la calligraphie arabe et de figures artistiques de l'école de calligraphie venues des pays arabes et islamiques, sera également l'occasion pour Kour Noureddine de mettre en valeur l'école de calligraphie en Algérie, qui se distingue par sa stature, sa valeur, ses caractéristiques artistiques et son poids parmi les écoles de calligraphie dans le monde, grâce aux calligraphes algériens, qui ont contribué à enrichir les festivals de calligraphie et de calligraphie arabe et ont donné un nouveau souffle à ce type d'arts visuels.

L'artiste Kour Noureddine a à son actif un éventail de calligraphies comprenant plus de 2.000 tableaux. Il a pris part à plusieurs manifestations nationales et internationales, dont la plus récente est la 29ème édition de l'exposition internationale du livre sous le slogan "Algérie-Pékin un forum de culture et de civilisations", en Chine en juillet dernier.

Il a également obtenu plusieurs prix nationaux et internationaux, dont le 3ème prix du festival international de calligraphie arabe à Médéa, en 2022, outre l'écriture d'un ouvrage intitulé "patrimoine et calligraphie arabe" édité par le Centre national des recherches préhistoriques, anthropologiques et d'histoire d'Alger.

R. C.



FESTIVAL MÉDITERRANÉEN DU THÉÂTRE EN TUNISIE

Double représentation pour la pièce El Azeb du TRO

DEUX REPRÉSENTATIONS de la pièce "El Azeb" (Le célibataire), produite par le Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran, sont programmées à la 4e édition du Festival méditerranéen du théâtre, organisé à Tunis du 1er au 8 octobre, a annoncé Mourad Senouci, directeur de cet établissement culturel.

La pièce théâtrale "El Azeb", mise en scène par Mouy Meliani Mourad, est programmée en deux séances à la 4ème édition du Festival méditerranéen, ouvert dimanche soir à El Kairaouen (Tunisie), a-t-on ajouté.

La première représentation de cette pièce, adaptée du roman "Azeb Haï El Mordjane"de la poétesse et écrivaine Rabéa Djalti, a été présentée, jeudi, à Monastir alors que la deuxième représentation est prévue, aujourd'hui à Sousse, selon la même source.

La pièce El Azeb, qui raconte l'histoire d'un jeune qui veut se marier, mais ses appréhensions lui ont causé une détresse psychologique, l'amenant à justifier les raisons de sa fuite du mariage, a déjà fait l'objet de plus de 40 représentations dans le cadre d'une tournée artistique organisée par le Théâtre Régional d'Oran à travers le pays, depuis sa générale, présentée en octobre 2022, a fait savoir le même responsable.

R. C.



80 ans après, cette épave de la Seconde

Guerre mondiale laisse encore échapper des polluants en mer du Nord



Des chercheurs ont mené une nouvelle étude sur l'épave du V-1302 John Mahn, un navire de la Seconde Guerre mondiale, reposant dans la partie belge de la mer du Nord. Ils ont constaté que la carcasse libère des substances chimiques et des métaux lourds qui influencent la microbiologie marine autour.

Les profondeurs de la mer du Nord sont jonchées de centaines d'épaves de navires et d'avions, témoins des conflits et des activités maritimes qui s'y sont déroulés depuis des siècles. Certaines ne sont plus que des carcasses fragmentées, d'autres montrent un excellent état de préservation, mais toutes constituent des pièces précieuses qui aident à reconstituer notre histoire.

Qu'en est-il de leur impact sur leur environnement ? Des études ont montré que certaines épaves pouvaient devenir un habitat précieux pour la faune marine. D'autres peuvent cependant se changer en source de pollution à long terme dans les profondeurs. C'est ce que révèle une étude publiée dans la revue Frontiers in Marine Science.

"Le public est souvent intéressé par les épaves en raison de leur valeur historique, mais leur impact environnemental potentiel est souvent négligé", a expliqué Josefien Van Landuyt, doctorant de la Ghent University en Belgique et premier auteur de l'étude cité dans un communiqué. Ces carcasses sont pourtant loin d'être anodines, en particulier lorsqu'elles remontent à un passé pas si lointain. Selon les estimations, les épaves des deux guerres mondiales reposant à travers le monde contiendraient par exemple entre 2,5 et 20,4 millions de tonnes de produits pétroliers. "Si les épaves peuvent fonctionner comme des récifs artificiels et ont un intérêt humain considérable, nous ne devons pas oublier qu'elles peuvent être dangereuses", a-t-il appuyé.

Ce sont "des objets fabriqués par l'humain et introduits involontairement dans un environnement naturel. Aujourd'hui, les nouvelles épaves sont retirées précisément pour cette raison", a-t-il poursuivi. Pour leurs travaux, ce spécialiste et ses collègues se sont intéressés à une épave particulière : celle du V-1302 John Mahn.

Des métaux lourds, des hydrocarbures et des composés explosifs

Ce bateau de pêche allemand de 48 mètres de long et construit en 1927 a été réquisitionné durant la Seconde Guerre mondiale comme navire de patrouille. En février 1942, il a été attaqué au large des côtes belges par la Royal Air Force britannique et a coulé en moins d'une minute, emportant avec lui onze membres d'équipage ainsi que des stocks de munitions et de charbon.

Pour analyser son impact sur la biochimie voisine, les chercheurs ont prélevé des échantillons de la coque en acier et des sédiments à l'intérieur et autour de la carcasse, à différentes distances et dans différentes directions. "Nous voulions voir si de vieilles épaves dans notre partie de la mer influençaient toujours les communautés microbiennes locales et les sédiments", a détaillé Josefien Van Landuyt.

Les résultats des analyses ont mis en évidence des concentrations de polluants variables en fonction de la distance avec l'épave. Les substances les plus présentes étaient des métaux lourds dont du nickel et du cuivre, des hydrocarbures aromatiques polycycliques - ou HAP, des composés associés au charbon et au pétrole -, de l'arsenic et des composés explosifs.

La plus forte concentration en métaux est apparue à proximité de la soute à charbon du navire. De même, les plus hautes teneurs en HAPs ont été enregistrées près de la carcasse. Et ces pollutions n'ont pas semblé sans conséquence sur les environs et notamment sur les populations microbiennes locales.

Dans les échantillons présentant les concentrations en polluants les plus élevées, les chercheurs ont constaté la présence d'organismes connus pour dégrader les HAPs tels que des bactéries Rhodobacteraceae et Chromatiaceae.

Des bactéries sulfato-réductrices telles que Desulfobulbia ont aussi été trouvées dans des échantillons de coque et favoriseraient la corrosion de son acier.

80 ans après, un impact encore significatif

"Cette étude montre que même après 80 ans, une épave historique peut encore significativement influencer la chimie des sédiments et l'écologie microbienne", écrivent les auteurs dans leur rapport.

"Même si nous ne voyons pas ces vieilles épaves, et nombre d'entre nous ne savent pas où elles sont, elles peuvent encore polluer notre écosystème marin", a renchéri Josefien Van Landuyt.

"Dans les faits, leur vieillissement pourrait même augmenter le risque environnemental dû à la corrosion, ce qui ouvre des espaces auparavant fermés. Ainsi, leur impact environnemental continue d'évoluer", a-t-il souligné.

Dans le cas précis du V-1302 John Mahn, ce risque s'ajoute par ailleurs à celui des charges non explosées que contiennent encore les entrailles du navire.

Alors que de nouvelles épaves sont localisées chaque année à travers le monde, y compris en mer du Nord, cette étude pourrait ne révéler que la partie émergée de l'iceberg, selon l'auteur. Une estimation des Nations Unies avance qu'il y aurait au moins trois millions de restes de navires et d'autres engins dans les profondeurs des océans de la planète.

"Les gens oublient souvent que sous la surface de l'océan, nous, humains, avons déjà eu un certain impact sur les animaux, les micro-organismes et les plantes qui y vivent et avons encore un impact avec les substances chimiques, les combustibles fossiles et les métaux lourds fuyant d'épaves - de parfois une centaine d'années - dont nous ne nous rappelons même pas la présence", a relevé Van Landuyt.

Cette étude n'a toutefois porté que sur un navire précis, reposant en un certain endroit, à une certaine profondeur. Pour avoir une meilleure vue d'ensemble, le scientifique et ses collègues encouragent ainsi à mener des travaux similaires sur d'autres épaves coulées en mer du Nord.



Au procès de Google pour pratiques anticoncurrentielles, Microsoft a révélé avoir voulu vendre Bing à Apple. Pour sa part, la marque à la pomme n'a jamais privilégié cette option et a maintenu Google comme moteur de recherche préférentiel sur la plupart de ses appareils.

Microsoft aurait voulu vendre Bing à Apple en 2020

Apple a toujours privilégié son accord avec Google

La firme de Redmond a envisagé de vendre son moteur de recherche à Apple en 2020. Cet accord aurait remplacé Google comme option par défaut sur les appareils de l'entreprise. À cette époque, des cadres de Microsoft ont rencontré le responsable des services d'Apple, Eddy Cue, qui a également négocié les contrats de la marque à la pomme avec Google. Apple percevrait plus de 20 milliards de dollars par an dans le cadre de cet accord, qui garantit à Google la position de moteur de recherche par défaut sur iOS et iPadOS.
Si des discussions ont bel et bien été menées avec Microsoft, la firme de Cupertino n'a jamais réellement envisagé de remplacer Google, considérant Bing comme « une alternative pas valable ». Par ailleurs, quitte à remplacer le moteur de recherche, elle aurait tout ce qu'il faut pour s'en charger elle-même.
Le gouvernement américain estime que l'accord entre Google et Apple prouve l'abus de position dominante de la firme de Mountain View.
Pour sa part, Microsoft assure que cette pratique l'a empêchée d'atteindre de nouveaux utilisateurs, et donc d'améliorer son service.
Lancé en 2009, Bing compte aujourd'hui pour seulement 10 % des recherches en ligne, Google Search restant le moteur de recherche privilégié de milliards d'internautes.

Plusieurs tentatives de Microsoft

Le responsable du développement commercial de Microsoft, Jon Tinter, a déclaré que son entreprise avait également envisagé de faire un investissement de plusieurs milliards de dollars dans sa relation avec Apple en 2016, dans le but de dépasser Google et de faire de Bing l'option par défaut sur les appareils Apple. Les directeurs généraux des deux entreprises, Tim Cook et Satya Nadella, se sont même rencontrés pour discuter d'un accord.
Ces nombreuses discussions n'ont abouti à rien.
Lors de son témoignage, Eddy Cue a expliqué qu'Apple ne voyait pas la nécessité de développer son propre outil de recherche, Google étant clairement la meilleure option. Ces propos vont dans le sens de la défense du géant de la recherche en ligne. Il assure que si les utilisateurs se tournent vers Google, c'est tout simplement parce que sa plateforme est plus performante que celles de ses rivaux.

L'Apple Watch Ultra 2 a elle aussi un petit souci...



LA NOUVELLE montre connectée signée Apple dispose d'un écran ultra performant... mais qui souffre de quelques soucis de lisibilité.
Le mois dernier, parallèlement à sa nouvelle gamme iPhone 15, Apple officialisait une montre connectée très attendue, à savoir la Watch Ultra 2. Une seconde génération pour la montre la plus avancée (et la plus chère) signée Apple, laquelle se destine encore et toujours aux sportifs exigeants. Toutefois, malgré de nombreuses qualités, la Watch Ultra 2 est aujourd'hui pointée du doigt par de nombreux utilisateurs...

Des soucis de luminosité pour l'Apple Watch Ultra 2 ?

En effet, il semblerait que les nouvelles montres connectées signées Apple aient un peu de mal à adapter leur affichage lorsque la luminosité ambiante vient à manquer. Aussi, les retours de divers utilisateurs font état d'informations en partie illisibles sur l'écran de cette Watch Ultra 2, lorsque l'on quitte un environnement lumineux pour un autre plus sombre. À noter que ce bug n'est pas exclusif à cette seconde version de la montre, puisque la première mouture de l'Apple Watch Ultra est elle aussi concernée par ce souci. Ce dernier aurait visiblement été embarqué par la récente mise à jour WatchOS 10, déployée le mois dernier.

Comment contourner le problème sur sa montre

Aussi, afin de retrouver un affichage clair, précis et lisible en toute circonstance, les utilisateurs concernés n'ont pas d'autre choix que d'ajuster manuellement la luminosité de leur tocante connectée. Rappelons que la nouvelle version dispose d'un écran capable de grimper jusqu'à 2 000 nits, soit de quoi conserver un affichage lisible en toute circonstance. Du côté de chez Apple, on a été informé du problème et il semblerait qu'un correctif soit en cours d'élaboration, pour un déploiement à venir. En attendant, les propriétaires d'une Apple Watch Ultra tournant sous watchOS 10.0.1 ou watchOS 10.0.2 vont devoir s'armer de patience.

Bientôt le FSR 3 sur Xbox Series et PlayStation 5 ? Oui, mais...

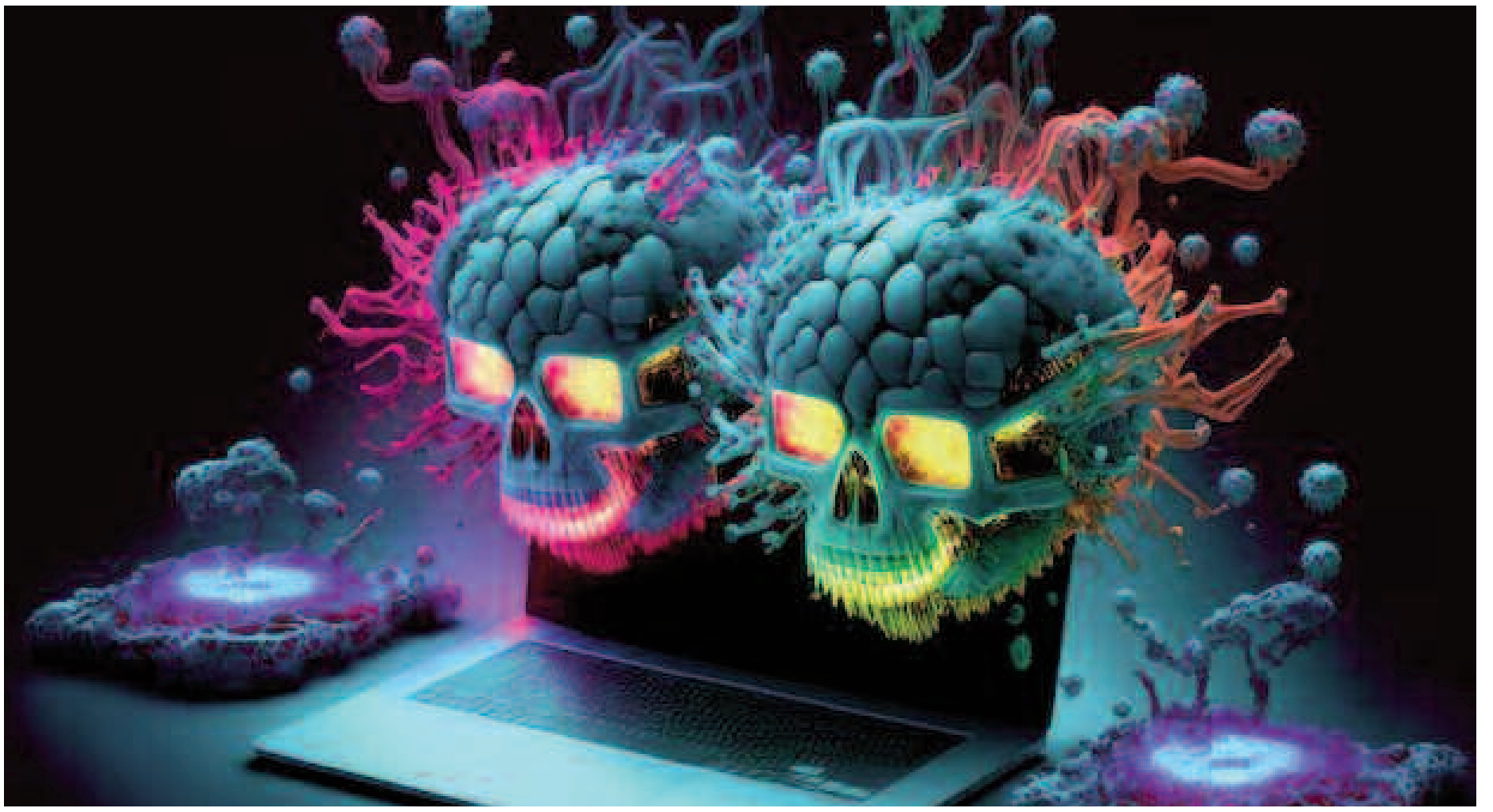


Déployée depuis peu sur PC, la nouvelle génération du FSR d'AMD pourrait avoir quelques difficultés pour fonctionner sur PS5 et Xbox Series X|S.
L'éternel concurrent au DLSS de NVIDIA, le FidelityFX Super Resolution 3 (ou FSR 3 pour les intimes), a rattrapé un peu son retard en se parant notamment de la génération d'images. À sa sortie, celui-ci n'était disponible que sur Forspoken et Immortals of Aveum. Au travers de nouveaux pilotes, il a finalement été activé sur une vingtaine d'autres jeux.
AMD avait indiqué par le passé que le FSR 3 profiterait également aux consoles PS5 et Xbox Series X|S...
mais cela demandera quelques efforts supplémentaires et des sacrifices.

Le FSR 3 bientôt accessible à tous ?

En préambule, rappelons que le support du FSR dans un jeu doit être opéré par les développeurs, en collaboration avec AMD. Dans le cas d'un partenariat graphique entre les deux entités, comme pour Starfield, la chose se fait plus aisément.
C'est en revanche moins le cas si NVIDIA a décroché la première un tel partenariat, ou si un studio préfère rester neutre. De plus, il faut que le studio estime pertinent de prendre le temps d'intégrer la technologie d'AMD.
Ce qui nous ramène à la problématique présente : le déploiement du FSR 3 sur PS5 et Xbox Series X|S. Pour l'heure, un seul développeur a annoncé officiellement vouloir sauter le pas :
Ascendant Studios, derrière Immortals of Aveum. Il pourrait cependant être difficile de convaincre d'autres développeurs de lui emboîter le pas.

Voici pendant combien de temps les attaquants se dissimulent dans votre réseau avant de déployer un ransomware ou d'être repérés



Technologie : Evidemment, c'est toujours trop long. Mais il s'avère que les pirates informatiques trouvent le moyen de se faufiler dans les réseaux sans être vus bien plus longtemps que vous ne le pensez.

Selon la société de sécurité britannique Sophos, les cyberattaquants restent dans les réseaux d'entreprise en moyenne 11 jours après avoir pénétré dans un réseau cible, avant d'être détectés. Et souvent, lorsqu'ils sont repérés, c'est parce qu'ils ont déployé un ransomware.

Comme le notent les chercheurs de Sophos dans un nouveau rapport, c'est plus qu'assez de temps pour qu'un attaquant obtienne un aperçu complet de l'aspect d'un réseau cible, de ses faiblesses, et pour que les attaquants de ransomware le détruisent ou le paralysent.

Les données de Sophos, basées sur des réponses aux incidents des ses clients, suggèrent un "temps de séjour" beaucoup plus court pour les attaquants que les données de l'équipe de réponse aux incidents de FireEye, Mandiant, récemment publiées. Mandiant indiquait que le délai médian de détection était de 24 jours. Ce qui constituait déjà une amélioration par rapport aux années précédentes.

Le RDP, pierre de touche des attaquants

Sophos explique la durée relativement courte par le fait que 81 % des incidents pour lesquels il a aidé ses clients concernaient des ransomwares, une attaque bruyante qui déclenche immédiatement l'alarme dans les services techniques. Ainsi, si des délais plus courts peuvent indiquer une amélioration de la posture de sécurité, il se peut aussi que ce soit simplement parce que les ransomwares de chiffrement de fichiers sont une attaque plus perturbante que le vol de données.

« Pour replacer les choses dans leur contexte, 11 jours offrent potentiellement aux attaquants environ 264 heures pour des activités malveillantes, comme par exemple le mouvement latéral, la reconnaissance, le dumping d'informations d'identification, l'exfiltration de données, etc. Si l'on considère que certaines de ces activités ne prennent que quelques minutes ou quelques heures à mettre en œuvre, 11 jours offrent aux attaquants beaucoup de temps pour faire des dégâts », note Sophos dans son rapport Active Adversary Playbook 2021.

La grande majorité des incidents auxquels Sophos a répondu étaient des attaques par ransomware, ce qui suggère l'ampleur du problème. Parmi les autres attaques, il y a le vol de données, le minage de cryptomonnaies, les chevaux de Troie bancaires, les effaceurs de données et l'utilisation d'outils de test de pénétration comme Cobalt Strike.

Un autre point notable est l'utilisation répandue par les attaquants du protocole de bureau à distance (RDP – Remote Desktop Protocol) : environ 30 % des attaques commencent par le RDP et 69 % des activités ultérieures sont menées avec. Le phishing, en revanche, n'a été le point d'entrée que de 12 % des attaques.

La montée en puissance de DarkSide

Les attaques contre les terminaux RDP sont utilisées depuis longtemps pour lancer des attaques de ransomware et sont beaucoup plus courantes que les exploits contre les VPN.

Plusieurs entreprises de sécurité ont classé le RDP comme le principal vecteur d'intrusion pour les incidents de ransomware en 2020. La société de sécurité ESET a indiqué que le travail à distance avait connu un pic de près de 800 % des attaques RDP en 2020.

« Le RDP a joué un rôle dans 90 % des attaques. Toutefois, la manière dont les attaquants ont utilisé le RDP mérite d'être soulignée. Dans les incidents impliquant le RDP, il n'a été utilisé pour un accès externe que dans 4 % des cas. Environ un quart (28 %) des attaques ont montré que les attaquants utilisaient le RDP à la fois pour l'accès externe et le mouvement interne, tandis que dans 41 % des cas, le RDP était utilisé uniquement pour le mouvement latéral interne au sein du réseau », notent les chercheurs de Sophos.

Sophos a également dressé une liste des groupes de ransomware les plus observés. DarkSide, un fournisseur de services de ransomware récent mais efficace, qui a commencé ses activités au milieu de l'année 2020, n'a représenté que 3 % des cas étudiés par Sophos jusqu'en 2020. Il est sous le feu des projecteurs en raison de l'attaque contre Colonial Pipeline, qui a versé 4,4 millions de dollars au groupe.

DarkSide propose ses ransomwares as-a-Service à d'autres groupes criminels qui les utilisent.

C'est le cas de REvil. REvil est sous les feux de la rampe en raison de ses attaques contre par exemple le laboratoire pharmaceutique français Pierre Fabre. Selon Sophos, REvil (alias Sodinokibi) a été le groupe de cybercriminel le plus actif en 2020 avec Ryuk. Selon certaines estimations, il a a gagné 150 millions de dollars grâce au ransomware en 2020. Parmi les autres ransomwares importants, citons Dharma, Maze (plus en service), Ragnarok et Netwalker (plus en service).

Fitbit/HealthKit : Une base de données non sécurisée affecte 60 millions de données utilisateurs

LES APPLICATIONS HealthKit et Fitbit ont divulgué des données sensibles de leurs utilisateurs.

Une base de données non sécurisée contenant plus de 61 millions d'enregistrements relatifs à des technologies portables et aux services de remise en forme a été mise en ligne.

La menace des ransomwares ne cesse de croître : lundi, WebsitePlanet, en collaboration avec Jeremiah Fowler, chercheur en cybersécurité, a déclaré que la base de données non sécurisée appartenait à GetHealth.

Basé à New York, GetHealth se décrit comme une « solution unifiée pour accéder aux données de santé et de bien-être provenant de centaines de smartphones, d'appareils médicaux et d'applications ».

La plateforme de l'entreprise est capable d'extraire des données relatives à la santé de sources telles que Fitbit, Misfit Wearables, Microsoft Band, Strava et Google Fit.

Les chercheurs affirment que plus de 61 millions d'enregistrements étaient contenus dans le référentiel de données, et notamment de vastes pans d'informations sur les utilisateurs – dont certaines pourraient être considérées comme sensibles – telles que leurs noms, dates de naissance, poids, taille, et journaux GPS.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	
05:04	12:18	15:35	18:09	19:26	

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:10	12:24	15:41	18:15	19:32

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:22	12:36	15:53	18:27	19:44

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:18	12:31	15:49	18:22	19:38

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:30	12:43	16:01	18:35	19:51

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:36	12:48	16:06	18:40	19:56

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:39	12:51	16:09	18:43	19:59

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7707 — SAMEDI 7 OCTOBRE 2023

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	19°
Oran	30°	18°
Constantine	28°	12°
Ouargla	32°	17°

CAUSE SAHRAOUIE

Le Maroc de nouveau épinglé à l'ONU

Le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination était le mot d'ordre devant la 4e Commission de la 78e session de l'Assemblée générale de l'ONU, en charge des questions politiques spéciales et de la décolonisation. De nombreux pétitionnaires de plusieurs pays ont réaffirmé leur soutien à la cause sahraouie, tout en appelant la communauté internationale à faire pression sur le Maroc pour qu'il mette fin aux violations des droits humains au Sahara occidental occupé.



De nombreux pétitionnaires ont réaffirmé leur soutien à la cause sahraouie.

Des pétitionnaires en provenance des îles Canaries, dont Leticia Hernandez Gonzalez, Victoria Travieso Hernandez, Palmira Déniz Verona ou encore Jose Luis Gonzalez Sanchez, ont exigé jeudi à l'unisson le respect du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, dénonçant au passage «la complicité» du gouvernement espagnol - puissance administrante de jure du Sahara occidental - avec le Maroc et ses forces d'occupation, ce qui empêche l'organisation d'un référendum depuis 1991. Ils ont notamment sommé la 4e Commission de veiller au respect du droit international et de ses résolutions pertinentes sur cette question.

Par ailleurs, plusieurs voix comme celle de Maria del Mar Molina Garcia-Alcaniz, de Plataforma 8M Toledo, se sont élevées pour exiger que la communauté internationale fasse pression sur le Maroc afin de mettre fin aux violations des droits humains du peuple sahraoui, notamment de ses femmes.

Une tâche pour laquelle la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) devrait être mandatée, comme certains l'ont suggéré, dont le juriste Juan Carlos Gomez Justo, de l'Université Pablo-Olavide de Séville (Espagne). Le coordinateur de l'Association équatorienne d'amitié avec le peuple sahraoui (AEAPS), Pablo de la Vega a, pour sa part, souligné que le Maroc devait arrêter de piller les ressources naturelles du Sahara occidental, notamment minières et halieutiques, sur lesquelles le peuple sahraoui a un droit légitime. Abondant dans le même sens, Juan Ramon Crespo Aguilar, de l'Observatoire des droits humains pour le Sahara occidental de Castilla-La Mancha, a dénoncé les compagnies transnationales qui collaborent à cette «spoliation des ressources», avançant même l'idée de sanctions civiles et pénales.

«Ces entreprises tirent profit de cette situation aux dépens du peuple sahraoui», s'est indigné Sergio Ramirez Galindo, de l'association Siembra Canaria.

Le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordonnateur avec la MINURSO, Sidi Mohamed Omar a, quant à lui, déclaré que «c'est une honte et une insulte à l'ONU et à sa Charte que de voir un Etat voyou, tel que le Maroc, venir devant cette commission avec ses apologistes invoquer le +droit international+ et les +droits humains, alors qu'il continue d'occuper illégalement des parties d'un territoire inscrit à l'ordre du jour de cette commission et d'opprimer son peuple depuis des décennies».

Il s'agit, dit-il, d'une situation «inadmissible» qui ne peut en aucun cas être»tolérée».

Rappelant des éléments «fondamentaux» depuis que la question du Sahara occidental a été inscrite à l'ordre du jour de la 4e Commission en 1963, le diplomate a revendiqué le droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui, «qui ne saurait être altéré ni par le passage du temps, ni par la politique de fait accompli menée depuis 1975 par l'Etat occupant du Maroc dans ce territoire».

Auparavant, plusieurs intervenants à la 4e Commission de l'ONU ont défendu, lors du premier jour du débat général lundi, le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui, à l'image des représentants permanents à New York du Mexique, de Cuba, du Venezuela et du Timor-Leste.

Mohamed Mecelti

ESCROQUERIE À BÉJAÏA

Un gérant d'une agence de voyage arrêté par la police

LES SERVICES de la police judiciaire de la 2e sûreté urbaine de Béjaïa ont procédé, au cours de la semaine dernière, à l'arrestation d'un gérant d'une agence de voyage et de tourisme, sise au centre-ville de Béjaïa. «L'individu est accusé d'escroquerie par une cinquantaine de personnes (hommes et femmes)», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. Et d'ajouter : «L'escroc a promis d'obtenir des rendez-vous fictifs de visas au consulat d'Espagne moyennant des sommes d'argent».

Après une longue attente, les victimes se sont rendu compte qu'elles venaient d'être victimes d'une escroquerie, ceci en dépit du prétexte avancé par l'escroc, selon lequel le service de réservation et des demandes de visas est en arrêt technique. Sentant la pression des victimes, le malfaiteur a, également, fermé son téléphone mobile et son agence avant de se volatiliser avec la somme de 350 millions centimes.

Une enquête a été déclenchée par la police, au terme de laquelle, l'accusé a été arrêté et présenté devant les instances judiciaires compétentes pour escroquerie via Internet et il a été placé sous mandat de dépôt.

Notons que l'auteur de la profanation et de la dégradation de plusieurs tombes au cimetière des martyres jouxtant la RN 26 dans la commune de Sidi-Aïch a été arrêté la semaine dernière par les agents de la sûreté de daïra de la ville. «L'individu qui est âgé de 28 ans a été interpellé lors d'une ronde policière alors qu'il tentait de fuir dès l'arrivée de la police à proximité du cimetière», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

«L'individu a profané plusieurs tombes», selon la même source qui n'a pas donné plus de précisions.

L'individu a été conduit au commissariat de la ville et a été présenté devant le parquet et mis en examen pour «dégradation de tombes». Il a, ensuite, été présenté en comparution immédiate et mis aux arrêts.

N. Bensalem

RISQUE DE PROPAGATION DES PUNAISES DE LIT EN ALGÉRIE

Les ports et aéroports en alerte

LE MINISTÈRE de la Santé a annoncé le renforcement des mesures sanitaires aux points de passage frontaliers des ports et aéroports pour éviter la propagation d'insectes nuisibles tels que les punaises de lit, qui constituent une menace pour la santé publique. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère. En application du règlement sanitaire international (RSI) et des missions des centres de contrôle sanitaire aux frontières, et pour prévenir toute propagation épidémique ou autre menace, le ministère de la Santé a procédé, en coordination avec les différentes autorités compétentes, à l'activation du système de vigilance sanitaire. Pour ce faire, une note ministérielle a été publiée et diffusée aux services concernés contenant «une série de mesures préventives à adopter au niveau des points d'entrée», a précisé la source. Le ministère a expliqué que l'activation du système de santé permettra de «renforcer la surveillance épidémiologique, le maintien et le contrôle régulier de la propreté des aéroports et des ports ainsi que de contrôler la désinfection des bagages et marchandises susceptibles de contenir des insectes nuisibles».

Il sera également procédé à la surveillance sanitaire des avions, des navires et des moyens de transport terrestre ainsi que le recours à leur désinfection en cas de menace constatée par les employés des centres de contrôle sanitaire aux frontières. En outre, en plus de fournir des informations sur la santé aux voyageurs, il est prévu «le maintien d'une coopération et d'une coordination étroites et continues avec tous les secteurs opérant aux points d'entrée aériens, maritimes et terrestres». Les punaises de lit ont envahi les villes françaises depuis plusieurs semaines, suscitant l'inquiétude en Algérie quant à la possibilité de la transmission de ces insectes, et ce compte tenu du trafic intense entre les deux pays. Il convient de noter qu'après avoir proliféré en France au niveau des domiciles de particuliers, des hôtels, des moyens de transport en commun, les punaises de lit ont même envahi les écoles et les services d'urgence de certains hôpitaux menant à une fermeture temporaire.

La prolifération de ces insectes nuisibles a été constatée ces derniers jours dans la zone d'attente de l'aéroport de Roissy et dans les locaux de la police aux frontières (PAF) d'Orly. Ces derniers ont été temporairement fermés afin de procéder à la désinfection des lieux.

Sihem B.